

RASSUREZ-VOUS
VOUS N'ÊTES PAS
UN REAC !

Glossaire
à l'usage des rêveurs
de ma trempe

28 septembre 2018

Cela fait des années que nous constatons une nette dérive de l'opinion publique vers deux pôles radicalement opposés, dérive qui m'inquiète. Car d'un côté comme de l'autre, nous voyons une montée de l'intolérance, et du risque totalitaire. Je pourrais comme il est d'usage aujourd'hui donner l'exemple de l'ex Front-National. Je ne céderai pas à cette facilité. Il me semble plus instructif de prendre un exemple là où ne l'attend pas, à gauche, un exemple écologiste : à l'adresse internet www.koreus.com/vidéo/aurelien-barrau-ecologie-fin-monde.html, vous verrez l'auteur de la vidéo, Aurélien Barreau, dire clairement qu'il faut restreindre les libertés, imposer son point de vue à une population qui n'en veut pas. La position de cet homme d'apparence calme et posée me rappelle celle de tous les extrémistes, d'Hitler à Staline, en passant par Pol-Pot et Fidel Castro : puisqu'ils travaillent pour l'intérêt commun, pour le peuple, ils ont raison. Donc tous ceux qui sont contre eux sont contre le peuple, tous ceux qui sont contre eux ne peuvent être, à leurs yeux, que des malfaisants ; «pas de liberté pour les ennemis de la liberté» ! Notre moderne et sympathique Saint-Just a magistralement confirmé ma prévision déjà ancienne : si des écolos de ce style prennent le pouvoir, ils vont rapidement se transformer en dictateurs.

Selon des personnes bien pensantes et bien éduquées, je serais un réac. Ma méfiance innée envers toute forme de prêt-à-penser leur est suspecte. Je ne peux effectivement nier que, de par ma formation scientifique, j'aime bien faire la différence entre les connaissances et les opinions. Et plus généralement, je trouve un peu méprisante l'attitude de gens qui se basent sur leurs opinions pour agir comme s'il s'agissait d'une connaissance indiscutable.

Car l'opinion est fragile !

Le monde est ce qu'il est. Il est incontestable. Il devrait donc être possible de l'analyser de manière impartiale et objective. Si nous voulons rester «impartiaux» et «objectifs», nous nous devons de nous appuyer sur des faits indiscutables. Malheureusement, nous nous écartons tous de ce chemin vertueux. Essayons de comprendre notre inaptitude à l'impartialité.

Notre premier écart : chacun de nous est imparfait et nul n'a accès à la totalité des paramètres importants sur le sujet qu'il étudie. Ce premier écart suffirait à expliquer les divergences de vues entre des personnes honnêtes et soucieuses d'agir pour le bien commun.

Deuxième écart : chacun choisit plus ou moins consciemment les faits qui l'intéressent. Notre culture, notre milieu socio-culturel ne sont pas sans influence sur les informations qui arrivent jusqu'à nous, et encore moins sur celles que nous faisons l'effort d'aller chercher. Ce deuxième écart se combine avec le premier pour nous diviser un peu plus.

Troisième écart : entre les faits établis et ce qu'on peut en conclure, il y a encore notre analyse, elle aussi, imparfaite.

Ainsi, même avec la volonté de bâtir sa conviction sur des faits et rien que sur des faits, deux personnes honnêtes et compétentes peuvent arriver à des conclusions totalement opposées. Et chacune arrive donc à un mélange de conclusions pertinentes et de conclusions nécessairement erronées. Il nous faut alors beaucoup de modestie dans le débat, car l'autre, celui qui s'oppose à nous possède comme nous-même sa part d'erreur mais aussi sa part de vérité. Au nom de ma part de vérité, je ne lâche rien, sauf «face à la conviction de l'honneur et de bon sens». Mais au nom de ma part d'erreur, je lis, j'écoute, je me remets en cause, j'accepte la discussion avec ceux qui partagent cette attitude bienveillante.

En revanche, les certitudes qui ne s'appuient que sur elles-mêmes, ne m'engagent guère au dialogue. Nous rencontrons trop souvent des donneurs de leçons qui ont raison une fois pour toute et n'acceptent pas l'échange. Ces braves gens me trouveront face à eux aussi radical et borné qu'ils le sont eux-mêmes. Je préfère être un miroir en acier poli qu'un ventre mou.

Car de nos jours, le dialogue me semble de plus en plus difficile face à des opinions toutes faites, élevées au rang de Vérités, formatées, souvent bâties sur la base d'idéologies bien-pensantes. Ces Vérités nous touchent car elles sont d'un simplisme rassurant, et s'appuient sur des mensonges bienveillants.

En résumé, j'aime bien faire la différence entre la connaissance et l'opinion. Cette attitude est démodée, et beaucoup de gens préfèrent aujourd'hui dénigrer les acquis de la science (traitée avec mépris de «science

officielle») et se tourner vers n'importe quel illuminé qui profère des énormités avec un aplomb désarmant et un bagout sympathique. Alors je réagis. A contre-courant, à contre-temps, parfois avec un peu de véhémence quand je me sens insulté, menacé, pour avoir osé rappeler la vérité, celle qui est issue non de mon opinion mais de faits incontournables. Cela s'applique au glyphosate (voir cette entrée), au réchauffement climatique (voir cette entrée) et à de nombreux autres sujets.

Cette attitude me vaut parfois d'être vu comme un «Réac». Alors si aux yeux de certains je suis un réac, il faut que vous sachiez ce qu'est un «Réac» de ma trempe avant de porter sur lui un jugement définitivement négatif. Je ne suis pas un «Réac» (voir cette entrée) mais comme je suis parfois perçu ainsi, j'ai choisi de décrire cette pensée prétendue «réactionnaire» sous la forme d'un glossaire, plus reposant à écrire et probablement plus facile à lire parce que cette forme permet des recoupements, des approfondissements sans obliger à une vision exhaustive des sujets clivants de notre société. Il permet aussi des voisinages singuliers : l'Amour côtoie les Antifa, les Christianisme est proche du communisme, le Glyphosate précède l'Histoire !

Je ne me référerai donc pas à des «chapitres» mais, comme dans un dictionnaire, à des «entrées». Je pourrai ainsi vous recommander de commencer la lecture de ce fascicule par l'entrée «réac» afin de comprendre ce qu'est, ici, un réactionnaire. Vous pouvez «picorer» au hasard comme j'aime à le faire dans une encyclopédie : les chapitres sont indépendants entre eux, et j'ai veillé à ne pas trop m'appuyer sur les chapitres passés pour argumenter les chapitres suivants.

Amour

L'Amour existe. J'en suis convaincu, il n'est pas une simple réaction physico-chimique déclenchée par la présence d'une personne du sexe opposé¹. Il est un don de la nature, je dirais volontiers un don de D*ieu. *(pardonnez-moi cette utilisation chrétienne d'une tradition juive : un croyant n'écrit jamais intégralement le nom de D*ieu, ni de Y**vé... Ce choix n'est pas une «interdiction» mais le signe d'un profond respect envers l'Unique, le Tout-Autre).*

Il est possible de bâtir une vie de couple sur un amour exclusif. J'aime mon épouse et n'imagine pas partager mon corps, ma tendresse, avec une autre. J'aime mon épouse et construis mon avenir avec elle. Nous sommes codécideurs de la vie de notre Couple, personnage à part entière de notre famille. La fidélité n'est pas une tare mais le signe d'une force offerte par la foi en l'autre, au-delà de nos imperfections.

La paternité est un magnifique apprentissage de l'Amour. Nous avons choisi d'avoir des enfants, mais nous n'avons choisi ni leurs caractères, ni leurs qualités, ni leurs faiblesses. Nous les aimons tels qu'ils sont. Je n'aime pas certains choix de nos enfants, je le leur dit parfois avec une certaine véhémence. Je les aime avec leurs choix, avec leurs imperfections.

Cette bienveillance qui s'exprime envers nos enfants par delà nos différences devrait s'exprimer encore plus fortement avec la personne que l'on a choisi d'aimer. Pourtant quand j'étais un jeune homme un peu trop porté sur l'avenir, et pas assez sur le présent, cette attitude ne m'était pas encore naturelle. Ce n'était pas la mienne lorsque j'ai fait la cour à mon épouse et lui ai demandé sa main. C'était en 1986. Grâce à ce que nous avons appris de nos enfants, cette acceptation de l'autre tel qu'il est et non tel qu'on le rêve est devenue la base de notre amour.

L'Amour est un don de D*ieu. Mais l'Amour, c'est comme une boîte de Légo ou de Mécano : D*ieu nous a donné la soif, un corps qui permet l'échange, une tête qui permet la compréhension de la complexité de l'autre. Il est de notre responsabilité de bâtir le bel Amour que nous voulons avec ces dons de D*ieu. De même que nos enfants m'ont beaucoup appris sur l'amour qui me liait à mon épouse, chaque rencontre, chaque joie, chaque drame de notre vie est une occasion de construire un amour plus profond, plus durable. Je suis sans doute «réac», et c'est pour cela que je conclurai ainsi : tout cela, il faut le dire à nos enfants. Il faut en témoigner dans nos écoles. Il faut arrêter ce langage désespérant selon lequel l'amour de toute une vie serait une illusion désuète. L'Amour existe, le mariage est et doit rester l'engagement de toute une vie, et c'est justement ce qui fait sa beauté. Il faut ne pas avoir peur de dire que le divorce est un échec, un drame pour les enfants, une cassure violente pour l'un des deux protagonistes si ce n'est pour les deux.

¹ Aïe, ça commence mal. Avec une phrase comme ça, on est vite qualifié d'homophobe !

Antifa

Vous les avez vus à la télévision, avec leurs cagoules noires ou leurs écharpes. Les «Antifa» se disent antifascistes, prouvant par là-même leur profonde inculture. Je vous invite, si ce que vous lisez ci-dessous vous surprend, à la découverte du fascisme (voir cette entrée un peu plus loin).

Comme les fascistes historiques, ceux du «Duce» Mussolini, les antifa cherchent à imposer leurs vues, si nécessaire par l'action violente. Ils s'en donnent le droit au nom de vérités qu'ils croient incontestables.

Comme les fascistes historiques, ils sont proches de l'extrême-gauche, proches du marxisme. Comme les fascistes historiques, ils sont souvent éloignés du prolétariat qu'ils disent défendre.

Comme les fascistes historiques, ils sont intolérants, incontrôlables, incontrôlés.

Comme les fascistes historiques, ils n'hésitent pas à recourir à l'intimidation de leurs opposants par la menace physique, comme sur les «zones à défendre» du barrage de Sirven, de l'aérodrome de Notre-Dame-des-Landes, du site touristique de Chambarran... Ils n'hésitent pas à chercher la bagarre contre leurs «adversaires» politiques, quitte à y risquer leur peau. N'oublions pas l'exemple de ce jeune homme décédé il y a quelques années : Clément et ses copains attendaient les skinhead à la sortie du commerce où ils s'étaient pris de bec avec eux. Pas pour jouer aux cartes, pas pour échanger des idées autour d'une bière. Il est mort parce qu'il avait recherché la bagarre violente. Cela n'enlève rien au côté dramatique du décès d'un jeune homme à peine sorti de l'adolescence, mais à mes yeux de «sale réactionnaire», ses copains sont aussi coupables que ses meurtriers ! Ont-ils été condamnés ?

Budget de l'Etat et des collectivités locales

Les principes budgétaires

Un exécutif de la dépense publique (Maire, Président de Conseil Général, Président de Conseil Régional, Premier Ministre) ne dépense que l'argent qui lui a été octroyé par un organisme délibérant (Conseil municipal, conseil Général, Assemblées etc...). Cette autorisation de dépense s'appelle le «budget». Pour que cette dépense soit faite avec transparence et en accord total avec l'organisme délibérant, la comptabilité publique est soumise à six grands principes :

1) Principe d'annualité. Le budget est voté pour une durée d'un an et fait l'objet d'un bilan annuel sur la même période.

2) Le principe de spécialité : les crédits votés sont affectés à une dépense déterminée par sa nature et par sa destination. Par exemple la commune de Marthod peut décider d'affecter 90 000 € de son budget général à l'entretien de ses routes. Ce principe de spécialité est généralement respecté.

3) Le principe d'unité : Les crédits et les dépenses votés par l'assemblée délibérante apparaissent dans un document unique. Le Budget principal d'une municipalité liste l'ensemble des dépenses autorisées, chapitre par chapitre, c'est à dire pour chaque nature et chaque destination. Ce principe est généralement respecté.

4) Le principe d'universalité qui se décline en deux obligations :

- la non-compensation (ou non-contraction) : toute recette est reversée au budget général. Si un service de l'état ou d'une collectivité est fortement excédentaire, cet excédent ne lui est pas attribué. Pour le budget communal, l'excédent de fonctionnement est tout simplement inscrit en recette pour le budget général de l'année suivante, sans tenir compte des chapitres en excédents. Si la collectivité n'a dépensé que 80 000 € sur les 90 000 € prévus pour les routes, les 10 000 € restants ne sont pas automatiquement affectés aux routes l'année suivante.

- la non-affectation : ce principe, confirmé par l'ordonnance du 2 janvier 1959, dit qu'on ne peut pas affecter une recette déterminée à une dépense déterminée. Je ne peux pas décider que les recettes de la vente de bois sur pieds sera affectée au coût de l'entretien de la forêt. Ou alors, il faut créer un «budget annexe» de la forêt, comme l'Etat a un «Budget annexe» de la Sécurité sociale. Et ce budget devra

respecter l'ensemble des principes énoncés ici.

5) Le principe d'équilibre budgétaire : Les recettes doivent couvrir les dépenses. Nul n'a le droit de voter un budget en déficit.

6) Le principe de sincérité : les hypothèses prises en compte pour bâtir ce budget (croissance, effet des taux de change, fiabilité des prévisions de recettes comme de dépenses) doivent être crédibles, sincèrement envisagées comme évidentes, ou, à défaut, prudentes.

Ce qui ne marche pas aujourd'hui

Le principe d'annualité est biaisé par le fait que les collectivités ont souvent jusqu'au mois d'avril pour voter le budget de l'année en cours. Pour leur permettre de tourner, quelqu'un a inventé la "journée complémentaire", période de l'année N+1 où elles dépensent encore l'argent du budget de l'année N. On a inventé des règles permettant aux titulaires de l'autorité (Maire, Présidents de Conseils Généraux...) de dépenser sur l'année N+1 jusqu'au mois d'avril, sans que ces dépenses aient été autorisées par l'organisme délibérant. Le principe d'annualité n'est donc pas vraiment respecté. Ce n'est pas bien grave, et je reconnais que cela nous donne de la souplesse.

Le principe d'universalité est bafoué. Ce n'est pas nouveau. Il y a cinquante ans, c'était la "vignette automobile" destinée à financer les maisons de retraites. Avec Monsieur Raffarin, c'était la "journée de solidarité" destinée à financer la dépendance. Avec Monsieur Sarkozy, c'était l'écotaxe destinée à financer les infrastructures de transport. Certains demandent aujourd'hui que les taxes sur le carburant soient affectées à la lutte contre le réchauffement climatique. D'autres exigent qu'une nouvelle taxe sur les poids-lourds soit affectée à l'entretien du réseau routier. C'est de la démagogie pure, surtout de la part de gouvernants car eux le savent : tout cela est interdit par le principe de non-affectation des recettes aux dépenses ! Ce principe est totalement oublié puisqu'on a inventé les «recettes affectées»...

Le principe d'équilibre budgétaire : Les recettes doivent couvrir les dépenses. Ce principe est largement trahi puisqu'il y a déjà quarante ans qu'on vote au plus haut niveau de l'Etat un budget en déficit, tout en voyant que cela nous enfonce dans une prochaine crise financière majeure.

Je vous recommande un petit examen du site officiel Vie publique.fr. Ce dernier principe a juste été... oublié ! Il faut croire que les gestionnaires de ce site tiennent à leur poste.

Le principe de sincérité est totalement bafoué. Tous nos présidents depuis 1981 ont préparé des budgets insincères, promettant souvent des économies illusoires et non identifiées, tout en partant d'hypothèses de croissance des recettes que tout le monde savait irréalistes.

Pour certains, je suis un «sale réac» car j'attends de nos gouvernants qu'ils appliquent à leur gestion la même rigueur que celle qu'ils imposent à juste titre à nos entreprises et à nos collectivités locales, et que les seuls déficits publics acceptés soient ceux correspondant à de l'investissement (équipement, recherche, promotion de la haute technologie).

Christianisme

L'Europe est chrétienne, bien que certains, de plus en plus nombreux, voudraient effacer les traces anciennes et profondes de ce passé. De Moscou à Arcachon, en passant par la Lituanie et la Croatie, les églises, les calvaires, les temples portent la trace de plus de quinze siècles de prééminence de la Chrétienté. Notre culture est profondément chrétienne. L'idée même que le pire des hommes, le pire des assassins multirécidiviste mérite le respect parce qu'il est un homme est une idée judéo-chrétienne, qui a heureusement fini par conquérir une bonne partie du monde. Nos humanistes professent le plus souvent, parfois à leur corps défendant, le message du Christ, message bien différent de celui de nos ancêtres gallo-romains.

Les Chrétiens d'aujourd'hui ne sont ni des théologiens rigides comme le Claude Frollo de Victor Hugo, ni des béni-oui-oui insipides. Ils sont aussi divers que les incroyants, ils sont présents de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, les uns hyperactifs, d'autres totalement inhibés, présents dans les mêmes proportions chez les classes populaires que chez les bourgeois. Nous l'avons vu, je l'ai vu de l'intérieur, lors de la «manif pour tous». Ce mouvement est bien souvent classé de droite. Mais lors des manifestations, les plus engagés étaient parfois des gens de gauche, plus habitués aux slogans et aux manifestations que les gens de droites -certes plus nombreux- qui marchaient à leurs côtés et les invitaient à plus de retenue.

Sans être un «fanatique chrétien», un «fondamentaliste», ni même un «traditionaliste», je suis un chrétien sans honte, donc nécessairement, pour la sphère laïcarde, un Chrétien Réac.

Communisme

Le communisme «intrinsèquement pervers»² est probablement la plus criminelle des idéologies que la Terre ait portée, depuis que l'Homme écrit son histoire. Le nazisme a massacré des millions de personnes sur des critères raciaux ou politiques. Le communisme en a massacré des dizaines de millions sur des critères tout aussi arbitraires : Juifs, Allemands ou Tatares en URSS, intellectuels, faibles physiquement, porteurs de lunettes au Cambodge, intellectuels fidèles à leur engagement socialiste initial en Chine, opposants divers à la Havane....

Pourtant, notre société regarde avec une certaine bienveillance la passé peu glorieux de cette idéologie meurtrière. De nombreux jeunes arborent fièrement sur leur tee-shirt le portrait du «che», tueur sanguinaire, autrefois surnommé «le petit boucher de la cabaña», sans la moindre trace de honte. Georges Marchais, celui-là même qui avait été accusé d'avoir participé à la fabrication des avions nazis dans le cadre du STO, était bien vu de notre presse nationale, et en particulier du service public de l'audiovisuel. Il pouvait parler d'un bilan «globalement positif» dans les pays de l'est sans encourir les foudres de nombreux intellectuels restés aveugles face aux crimes de Lénine et de ses successeurs.

Le communisme est le révélateur de la lâcheté de nombreux intellectuels de France. Il a au moins ce rôle positif.

Je reste un anticommuniste radical, mais non viscéral ni primaire. Je n'oublie pas que mon père et mon grand père ont été communistes. Anticommuniste, car mon humanisme et ma connaissance du sujet m'incitent à regarder avec horreur cette forme aboutie du fascisme, le «fascisme rouge» que dénonçait mon père après avoir rompu avec lui. Je suis donc, aux yeux de tous, un «Reac».

Drapeau

Pour une bonne partie des ados de ma génération, le drapeau, c'était l'horrible torchon. Renaud chantait «j'peux pas encaisser les drapeaux, quoi qu'le noir soir le plus beau» (Hexagone). Le respect que j'ai pour le drapeau m'a même valu au Lycée des insultes, du style «déjà vieux», collabo, pétainiste...

Mes parents m'ont raconté une histoire simple. La leur. Pendant quelques années, ils n'ont plus vu le drapeau français. Le drapeau rouge, à croix gammée noire sur fond blanc, était omniprésent. Le jour où le drapeau bleu-blanc-rouge est revenu en France, ils en ont pleuré de joie. «Bleu, Blanc, Rouge avec l'espoir elle a fleuri, Fleur, de Paris !» chanta alors Maurice Chevallier.

Ce drapeau est un lien, à travers le temps, entre tous les Français. C'est le drapeau de la Révolution et de ses acquis en matière de démocratie. Mais il a gardé le blanc qui reste vu comme la couleur du «Roi». Ce roi est à l'image d'une France certes non démocratique, mais dans laquelle les responsables politiques, les «nobles», avaient le souci de «leurs gens», avec une bienveillance patriarcale que ne récusait pas Voltaire : *«il est à propos que le peuple soit guidé, non pas qu'il soit instruit. Il n'est pas digne de l'être»*³.

Ce drapeau a été la fierté des combattants de l'OAS comme de ceux de la Résistance au Nazisme, des révolutionnaires de l'an 2 comme des réactionnaires des deux derniers siècles, et plus récemment, des «gilets jaunes». Il fait aujourd'hui partie de notre patrimoine. Je le respecte comme je respecte la mémoire de mon grand-père, «colonel Vercin» dans les FTPF d'Auvergne et celle de Raymond, grand-père

² Divini Redemptoris, Pie XI, 1937

³ cité par dicocitation.lemonde.fr

d'adoption, déporté à Rawa-Ruska après plusieurs tentatives d'évasion de son «stalag». Ce drapeau, évidemment, est aussi celui des prétendus réac. C'est mon drapeau.

Droite

La «droite» comme la «gauche» est composée de sensibilités, de mouvements, très différents les uns des autres. Chacun, isolé, ne peut rien. Seule l'alliance d'un certain nombre d'entre eux est susceptible de présenter, dans la durée, une force de proposition et des capacités d'action gouvernementale solides, pertinentes et durables.

Le sempiternel débat sur les relations entre le Front National et les autres mouvements de droite m'ont amené à une comparaison :

Il serait difficile de dire que le Front de gauche serait un mouvement modéré. Mais avec son étiquette «de gauche», il a droit à tous les excès, ils lui sont a priori pardonnés. Des accords électoraux peuvent se nouer avec ce mouvement sans réaction de la part de notre médiocratie bien-pensante (voir plus loin l'entrée «médiocratie»). A l'inverse, la moindre déclaration à rebours d'une certaine bienpensance journalistique est immédiatement montée en épingle lorsqu'elle émane de «l'extrême droite» ou même simplement de la droite modérée. Toute main tendue vers les électeurs d'extrême-droite est présentée comme un soutien à cet extrémisme.

Sans aller jusqu'à l'extrême droite, le qualificatif «de droite» interdit toute dérive, et même toute opinion un peu marquée. Pour qui connaît réellement la pensée et les projets de Philippe de Villiers, il n'y a chez cet homme aucun extrémisme, simplement un gaullisme dénué de tout complexe d'infériorité, qui s'exprime avec fermeté et sans la moindre trace de concession. C'est trop pour nos faiseurs d'opinion qui, tout en disant admirer le Général de Gaule, font tout pour remodeler le gaullisme aux couleurs du socialisme altermondialiste. Donc ils ont longtemps œuvré pour faire classer de Villiers dans l'extrême droite.

Je souhaite que les partis politiques de droite proposent un manifeste, sans aucun a priori sur ses futurs signataires, dont l'objectif serait triple :

- permettre de clarifier les termes de débats aujourd'hui stériles : c'est quoi la Droite ? c'est quoi, l'extrême droite ?
- permettre à chaque mouvement de droite de mettre en avant ses spécificités en toute indépendance tout en s'interdisant les luttes fratricides.
- éviter aux responsables politiques de droite la tentation suicidaire de se définir par rapport à la gauche, leur donner un outil pour se définir par un "plus" par rapport à une base minimale représentant la droite et admise par toute leur famille politique.
- ressusciter la droite, aujourd'hui cadavre tenu à bout de bras par quelques hommes courageux, afin de faire croire aux Français qu'elle vit encore.

C'est un embryon du sommaire de ce manifeste que je souhaite vous proposer ici. Bien entendu, ce n'est qu'une piste de travail : ce serait aux grands et petits mouvements d'écrire et de partager un tel manifeste.

Valeurs communes de la Droite

Expliquer comment la Droite perçoit certaines notions importantes :

Liberté, égalité, fraternité

Liberté et responsabilité ; égalité et prise en compte de la différence ; fraternité et politique sociale.

Aide toi, la collectivité t'aidera

L'entreprise, première créatrice d'emplois et de richesses

La France, européenne ET souveraine

La France, pays de vieille culture.

Intégration ou inclusion ? La culture française : outil majeur d'intégration.

La souveraineté

Sous quelles conditions nos engagements européens, internationaux, nos engagements financiers, nos engagements spirituels sont-ils compatibles avec la Souveraineté du peuple de France, garantie par notre constitution ?

Culture

Quelles sont les valeurs culturelles que doit défendre en priorité la collectivité ? Qui doit financer quelles dépenses ? Comment éviter que la culture ne soit confisquée par une caste amatrice de subventions ?

Une France forte et indépendante

L'indépendance de la France passe par sa capacité à faire face à des menaces extérieures, seule si nécessaire, ou dans le cadre d'une défense européenne si possible. Il nous faut garder un outil de défense autonome et performant : Une armée adaptée aux menaces et bien entraînée, une industrie de défense capable de répondre aux besoins de la France sans dépendre du bon vouloir d'un ou de plusieurs pays tiers. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, comme nous l'avons vu à propos des sanctions que le Président Donald Trump veut imposer à l'Iran : nos matériels intègrent trop d'équipements américains pour qu'on puisse résister à ce président imprévisible. Si nous ne baissons pas culotte, il nous coupe les vivres sur le matériel militaire et nous n'avons plus la capacité de fabriquer, ni même d'entretenir nos matériels de défense nationale. Nos avions ne voleront plus, nos bateaux resteront à quai. Nous ne pourrons plus fabriquer les avions commandés par l'Inde, pays pourtant non concerné par les mesures imposées par M. Trump.

Quelle politique de défense ? Quelle politique pour notre industrie de Défense ? Quels moyens ? Quelles coopérations ? Quid d'une défense européenne ? Sans aller dans trop dans le détail, les mouvements de droite se doivent de proposer une ligne commune claire !

Education nationale

Je regrette l'époque où l'Education nationale s'appelait Instruction publique. Car le premier éducateur est le parent, et parce que l'Etat se révèle un piètre éducateur.

Certes les parents ne sont pas parfaits. Certes il est positif que les jeunes Français de toutes origines aient un socle éducatif commun. Que la collectivité nationale participe à l'éducation des enfants en présentant des valeurs fondamentales, et cependant inégalement reconnues sur le territoire, est une belle et bonne chose. Le respect universel, envers chacun, quel que soit son sexe, sa religion, son origine sociale ou géographique doit être proposé à tous, y compris contre l'avis de certaines familles. Car ce respect est culturellement le socle de la vie collective en Europe.

En revanche, la propagande sur tout sujet à la mode, sous prétexte de «changer les comportements» prend une part de plus en plus lourde et invasive dans la vie des jeunes Français, dès la maternelle.

Qu'on lutte contre l'homophobie est bien normal. Qu'on fasse une véritable propagande dès le plus jeune âge pour imposer aux jeunes l'idée que le refus de la sexualité naturelle (mâle/femelle) ne serait qu'une

simple «orientation sexuelle» me choque. C'est une opinion, respectable, mais ce n'est qu'une opinion. Je n'enseigne pas une opinion. Mieux vaut ne pas en parler et enseigner, tout simplement, le respect de l'autre. Laissons les enfants vivre leur enfance, gardons ce sujet pour les grands adolescents !

Peut-être que le réchauffement climatique est d'origine humaine. Peut-être pas. Tant qu'il existe UN scientifique de haut niveau spécialisé en climatologie qui affirme le contraire, je me dois de garder le doute : l'origine anthropique du réchauffement est une opinion respectable, mais seulement une opinion. Je n'enseigne pas une opinion. Surtout quand trente-et-un mille soixante-douze scientifiques de haut niveau signent un document affirmant le contraire. (voir l'entrée plus bas l'entrée «Réchauffement climatique»)

Peut-être que la limitation de vitesse sauve des vies, peut-être pas. C'est une opinion respectable, mais ce n'est qu'une opinion. Je n'enseigne pas une opinion.

D'ici peu, il nous faudra enseigner qu'il est interdit de donner des fessées. Je ne crois pas que cet enseignement ait le moindre effet positif sur la vie familiale, et surtout pas sur l'éducation des enfants (voir l'entrée «fessée»).

Au delà de l'éducation des enfants, l'Education Nationale a d'abord la responsabilité de l'Enseignement. Je regrette aussi l'époque où l'Education nationale enseignait des contenus, des savoirs. Contrairement à ce que disent certains «pédagogues» autoproclamés, déjà de notre temps, déjà du temps de mon père, l'enseignement des contenus passait nécessairement par la formation à l'analyse, à la synthèse, à tous les savoir-faire permettant d'approfondir la réflexion. L'Enseignement de bon-papa n'était pas si nul qu'on voudrait nous le faire croire. Les ingénieurs français des années 60 ont construit le France, le Concorde et le Mirage IV. La SEREB⁴ a su mettre en orbite son satellite «Asterix» seulement huit ans après le premier Spoutnik... Les petits Français de cette époque pouvaient se faire aider par leurs parents car les concepts enseignés n'évoluaient que dans les domaines où ils le devaient : la physique, la biologie, l'histoire, la géographie. L'enseignement n'évoluait qu'avec la connaissance. Mais les règles de grammaire ou les méthodes de calcul enseignées à mon grand-père étaient les mêmes que celle qui m'ont été enseignées. Cette continuité a permis à ma grand-mère, bien que dyslexique ayant quitté l'école à l'âge de neuf ans, d'aider sa propre fille sur ses premières années d'école. A l'inverse, je n'ai jamais rien compris aux nouvelles règles enseignées à mes enfants dans l'opacité la plus totale. Un professeur de langue -hors éducation nationale, donc libre de bien travailler- m'a confié que, pour pouvoir enseigner les finesses d'une langue, il commençait par enseigner à ses élèves la grammaire française, «la vraie», afin qu'ils aient une bonne capacité pour analyser le sens exact d'un mot dans une phrase.

Il semble qu'aux yeux des pédagogues modernes, le parent soit un ennemi auquel il faut cacher tout embryon de connaissance afin qu'il ne soit plus en mesure d'influencer l'acquisition des savoirs et savoir-faire par son enfant. Au nom de l'égalité, l'Etat se donne les moyens, non d'améliorer la situation des enfants en difficultés, mais de mettre en difficulté des enfants qui auraient pu bénéficier des connaissances de leurs parents. C'est ce que, de manière un peu abrupte mais pas stupide nous appellons le «nivellement par le bas». Il nous est demandé de couper les têtes qui dépassent sans faire croître celles qui sont en retard.

A l'inverse, à mon poste d'enseignant, je préfère la politique de coopération famille/enseignant. Plus j'ai d'élèves qui reçoivent une aide efficace de la part de leurs parents, plus j'ai de temps à consacrer aux élèves en difficulté, qui n'ont pas cette chance. En bon «réac», je demande aux parents bien formés d'éduquer leurs enfants, de les aider dans leurs leçons et leurs devoirs, afin de permettre aux enseignants de passer plus de temps avec ceux dont les parents ont eu moins de chance.

Enseignement

Petit-fils et neveu d'enseignants nombreux j'ai entendu des opinions relativement convergentes sur les techniques et méthodes d'enseignement. Et après des années dans l'armée, puis l'industrie et le transport aérien, j'enseigne aujourd'hui la physique en Lycée et en Collège.

⁴ Société por l'Etude et la Realisation des Engins Balistique, qui a notamment développé la capacité de la France à mettre des satellites en orbite.

Répétition et automatisation

En bon réac, je commence par ce qui fâche. La répétition n'est pas une mauvaise chose, bien au contraire. Il ne faut pas en abuser à cause de ses effets démotivants pour les élèves. En revanche, elle est indispensable pour automatiser. Automatiser ne veut pas dire «construire des petits robots» comme l'aurait dit un pédagogue bien connu (M. Foucambert), mais permettre l'approfondissement de la réflexion. Sophie Nogaret l'a dit avec talent. Permettez moi de l'expliquer avec sincérité.

Automatiser la lecture, cela permet de lire sans effort, et donc d'aller au cœur du sens du texte. Mes élèves collégiens d'aujourd'hui qui, aux deux-tiers, se fatiguent à lire un texte de deux pages, ne sont pas capables d'en extraire la substantifique moelle : l'effort nécessaire pour le déchiffrement rend vaine toute tentative d'aller plus loin. Il n'ont donc aucun plaisir à lire un livre. Comme le sportif automatise certains gestes pour améliorer ses performances, l'étudiant doit automatiser ce qui peut l'être afin d'approfondir sa réflexion.

Du contenu et du savoir faire

J'enseigne du contenu, et à travers ce contenu, j'enseigne du savoir-faire. Cela est aujourd'hui très mal vu par nos inspecteurs. Ils préfèrent qu'on forme nos élèves à des «compétences» sans importance pour la matière enseignée et que je ne sais pas évaluer. Exemples : «s'impliquer dans un projet ayant une dimension citoyenne», «s'exprimer à l'oral lors d'un débat scientifique» (rappel : les plus vieux élèves concernés ont 14 ans), «identifier des questions de nature scientifique» sont des compétences aujourd'hui requises en physique-chimie en classes de collège. Ne cherchez pas la compétence «savoir lire le nom d'une molécule» : elle n'existe pas. L'Education nationale se moque de savoir si l'élève a compris ce qu'était un ion, s'il sait lire le nom de la molécule H_2SO_4 . Cela, ce n'est que du contenu, ce n'est pas ce qu'on me demande d'enseigner et d'évaluer. Ce n'est que le substrat sans importance sur lequel nous devons faire pousser les fleurs de compétence. Bref du charabia pédagogue qui me donne envie de quitter le métier.

Enseigner du contenu, cela ne suffit pas, j'en suis d'accord. Il faut aussi former à des méthodes. Les gens de ma génération n'ont pas eu de formation à la rédaction. Il fallait probablement mettre en valeur notre spontanéité ? J'en ai profondément souffert dans mes premières années de travail comme ingénieur. Aujourd'hui je profite de ma position d'enseignant pour enseigner à mes étudiants l'art du compte-rendu. J'ai attendu l'âge de trente-cinq ans pour que Jean-Luc F, que je remercie au passage, m'enseigne l'art du compte-rendu argumenté. Car cela, c'est indispensable dans la moitié ou les trois quarts des métiers d'aujourd'hui.

Mais pour enseigner cet art du compte-rendu, il faut aussi savoir fonder son raisonnement sur des faits, sur des connaissances, sur du roc ! Donc sur ce que les grands pontes de l'Education nationale appellent du contenu.

Je veux aussi former mes élèves à approfondir leur réflexion. Certes, connaître la loi d'Ohm ou lire et comprendre la formule de l'acide sulfurique n'est pas vital. Mais faire réfléchir à une situation physique concrète en utilisant ce contenu scolaire permet la réalisation de «tâches complexes», c'est à dire de réflexion approfondie. J'entraîne ainsi l'élève à décortiquer des informations, à chercher des informations dans sa bibliothèque neuronale, à en comprendre les liens pour ensuite les réorganiser, en tirer des conclusions. J'automatise des méthodes de réflexion approfondie. Mais je ne peux pas réaliser ce genre d'entraînement s'il n'y a pas, au départ, une bibliothèque neuronale donc un contenu, des connaissances comme celle de la loi d'Ohm. Demain, dans leur vie privée ou dans leur vie professionnelle, mes élèves feront peut-être face à des problèmes complexes. Si j'arrive à automatiser chez eux certains processus d'analyse, cela leur sera salutaire. Car le processus d'analyse ne dépend pas de la matière scolaire dans laquelle il se déroule, mais bien des connexions neuronales qui se seront lentement construites face à mes petits problèmes de physique ou de chimie.

Donc, lorsqu'on me dit que «connaître les lois de la physique, ça ne sert à rien», je réagis fermement, je suis donc réactionnaire. Celui qui ose dire cela n'a probablement pas comme objectif prioritaire de faire progresser ses élèves.

Energie

Il y a maintenant plus de deux siècles que le développement et la survie de l'Homme s'appuient sur les énergies fossiles.

En 1977, alors que j'étais lycéen, les ingénieurs de Total nous avaient expliqué que nous n'avions que vingt à vingt-cinq ans de réserves énergétiques disponibles, mais qu'on découvrait chaque année plus de réserves nouvelles qu'on n'en consommait. Nous savions bien que cela aurait une limite, mais cette limite semblait lointaine et les spécialistes pensaient, à l'époque, que la fusion nucléaire serait utilisable au tournant du XXème siècle.

Cette vision était optimiste. Aujourd'hui, le «peak oil», c'est à dire la date à laquelle les pétroliers découvriront moins de réserves nouvelles qu'on ne consomme d'énergie fossile est attendu entre 2020 et 2040. Certains nous avaient pourtant déjà annoncé que nous l'avions dépassé vers l'an 2000. Quant à l'énergie nucléaire de fusion, les chercheurs s'en approchent plus en asymptote qu'en trajectoire sécante : plus ils s'approchent des conditions techniques de cette fusion contrôlée, plus l'échéance de son utilisation industrielle semble lointaine.

Ce qui est certain c'est que les réserves d'énergie fossile ne sont pas infinies, qu'il faudra d'une manière ou d'une autre apprendre à s'en passer. La seule question qui vaille : de combien de réserves disposons nous réellement ? Personne n'est aujourd'hui en capacité d'y répondre, il faut donc être très prudent.

Que pouvons nous envisager pour faire face à la disparition inéluctable des carburants fossiles ?

En bon «réac», je pense d'abord au nucléaire, seule énergie fossile très abondante et non polluante pour l'atmosphère. L'avantage du nucléaire est que ses déchets peuvent être stockés dans des fûts. Il est vrai qu'il est difficile d'assurer la sécurité de ces fûts sur les milliers d'année que durera leur dangerosité. Mais d'une part, il est possible d'imaginer des modes de stockages tels que la découverte de ces déchets implique un très haut niveau technologique. Par ailleurs, des études sont en cours pour neutraliser ces substances radioactives, et il n'est pas inimaginable qu'on trouve un jour un moyen de les désactiver, et que ce moyen soit à son tour producteur d'énergie. En effet, un corps radioactif est une substance qui, spontanément, libère de l'énergie. Accélérer et maîtriser le processus d'une manière ou d'une autre permettrait de réduire fortement l'activité radioactive rémanente tout en récupérant de l'énergie de manière contrôlée.

Sur le «court-terme» (de l'ordre de 200 ans quand même, et sans doute beaucoup plus) nous pourrions nous appuyer sur la fission nucléaire. Avec la technologie des surgénérateurs utilisant le plutonium et l'Uranium 238 (99,27 % de l'uranium naturel), nous disposons de réserves très nettement supérieures à celles que nous aurions avec les centrales classiques et l'uranium 235 (0,72% de l'uranium naturel). Ensuite, nous pouvons espérer que d'ici deux siècles, nous saurons maîtriser la fusion nucléaire. Nous disposerons alors d'une énergie certes pas infinie, mais suffisamment abondante pour alimenter l'humanité sur quelques dizaines de siècles.

Entre-temps, il faudra bien se poser la question de la pollution atmosphérique. L'accumulation de gaz et poussières potentiellement toxiques (oxydes d'azote, monoxyde de carbone, dioxine...) ne pourra pas se poursuivre longtemps sans conséquence majeure pour la santé publique. Donc, sans parler d'une hypothétique influence sur le climat, il est urgent de réduire la consommation de combustibles.

Les motoristes ont déjà fait de vrais progrès. Quand j'étais adolescent, une voiture économique (la 4L) consommait plus de sept litres aux cent kilomètres. Une berline d'aujourd'hui avec des performances nettement supérieures en consomme moins (six litres aux cent kilomètres mesurés sur une 207-break). Si elle est conduite dans les mêmes conditions de vitesse et d'accélération que la 4L, sa consommation tombe à 3,5 litres aux cent kilomètres (valeur effectivement mesurée par moi-même en novembre 2018). Ce n'est certes pas en annonçant la fin des moteurs à combustion interne que nos dirigeants vont pousser les ingénieurs à améliorer encore ces performances écologiques. Et pourtant, une consommation réduite encore d'un bon tiers est envisageable à moyen terme par le progrès technologique. Avec une température de combustion de l'ordre de 1000 °C, un moteur peut, en théorie, atteindre un rendement de plus de 70 %. Nos moteurs actuels atteignent moins de 30 % : des progrès sont encore possibles !

Nous pouvons encore réduire facilement la consommation de combustible sur le chauffage : notre parc

immobilier comprend actuellement de nombreuses habitations mal isolées, équipées d'un système de chauffage vétuste et inefficace. Une véritable politique énergétique pourrait viser à aider les propriétaires de logements anciens à améliorer l'isolation de leur logement et la qualité de leur chauffage.

En bon réac, je préconise d'associer la carotte et le bâton. La carotte : une participation de la collectivité sur tous ces travaux permettant de réduire la pollution et le gaspillage d'énergie. Le bâton : une surtaxe annoncée longtemps à l'avance, payable par les propriétaires qui n'aurait pas voulu bénéficier de la carotte pour réduire la consommation d'énergie de leurs immeubles. Par exemple, l'Etat annoncerait : «tous les propriétaires de logements qui n'ont pas fait de travaux de réduction de consommation avant le 31/12/2028 et qui n'auront pas un niveau de qualité X à la date du 1/1/2030 paieront une surtaxe de 30 % sur l'ensemble de la consommation énergétique du bâtiment à partir de l'année 2030. Le diagnostic thermique initial et les travaux d'isolation seront subventionnés à 50 % entre 2020 et 2030». Je serais étonné qu'une telle mesure restât sans effet. Elle aurait l'avantage de ne pas peser directement sur les locataires.

L'organisation sociale permettrait de réduire encore le besoin collectif en énergie : la circulation dans les villes peut être fortement réduite si des transports en communs réellement efficaces sont mis en service. La circulation intercitée pourrait être une réelle source d'amélioration si des transports en commun peu polluants, à des fréquences et des horaires intéressants existaient. En revanche, une ligne avec seulement dix navettes poussives par jour ne touchera pas grand monde et ne sera jamais rentable, même écologiquement parlant. Le citoyen qui prend un transport en commun accepte que cela lui fasse perdre 10 minutes du fait d'une vitesse réduite et de nombreux arrêts, 10 minutes ou un quart d'heure du fait d'horaires pas forcément adaptés à ses besoins. Mais s'il faut *-c'est mon cas si je vais à la ville d'à côté avec les transports en commun pour mon cours du matin ou à l'issue du dernier cours de la journée-* attendre 1h30 de plus à l'aller puis la même chose au retour, ça devient totalement rédhibitoire. Le rural qui travaille à la ville n'a alors pas d'autre choix que de prendre sa voiture. En revanche, les collectivités peuvent développer les «parcs relais» où les ruraux pourront laisser leur voiture à l'extérieur des villes et d'où ils auront un accès facile à un réseau de transport dense donc efficace.

Des véhicules légers sur rail permettraient de réduire la consommation des transports collectifs. La résistance à l'avancement représente une importante dépense d'énergie avec des roues à pneus, roulant sur un sol irrégulier. A l'inverse, des roues en acier sur des rails en acier sont peu sensibles à ce phénomène.

Un exemple : les deux villes d'Ugine et Albertville sont distantes de moins de douze kilomètres. L'axe qui relie ces deux villes est très fréquenté, en grande partie par des citoyens qui vont d'un centre-ville à l'autre. Un «autorail» entre Ugine et Albertville avec un arrêt à mi-chemin (Marthod) serait probablement une réponse pertinente aux besoins de transport intercité sur le bassin . Les rails sont déjà en place ! Un véhicule moderne, posé sur rail, non soumis aux aléas de la circulation routière, consommerait beaucoup moins d'énergie qu'un bus de même capacité assurant le même service.

Outre la réduction de la consommation, il est bon de «faire feu de tout bois» pour produire de l'énergie par des moyens originaux et non polluants. Commençons par tenir tête aux écologistes les plus obtus : il y a des ressources intéressantes avec l'hydroélectricité, avec les éoliennes, avec la marémotricité, avec la biomasse et la combustion contrôlée des déchets. Sachons éradiquer toute forme de ZAD, ce qui ne signifie pas laisser démolir l'environnement par des projets destructeurs, mais revenir à la prééminence de l'Etat : c'est l'Etat qui est responsable de l'évaluation de l'impact des projets sur l'environnement, de la vérification de la pertinence et du sérieux des études de dangers relatives à ces projet. La population est associée à ces analyses par le biais des enquêtes publiques. Mais une fois que la procédure s'est déroulée, que l'Etat a accepté un projet au vu des explications du meneur de projet et des remarques de la population, les opposants n'ont plus qu'un seul droit : la vigilance. Il faut que l'Etat arrête de céder à la violence des opposants comme il l'a fait à Notre-Dame-des-Landes, à Sirven... Si nous revenons ainsi à la prééminence de l'Etat dans le contrôle des projets locaux, de nombreux petits projets de production locale d'énergie peuvent démarrer : éoliennes, microcentrales électriques, chaudières à biomasse...

Fascisme, fasciste

Nos contemporains oublient trop souvent qu'historiquement, le fascisme est un mouvement de gauche.

Parmi les intellectuels fascistes, je citerai un certain Kurt Erich Suckert, alias «Kurzio Malaparte», marxiste italien, qui a reproché à Mussolini, non son extrémisme, mais au contraire la timidité de son engagement révolutionnaire. Il écrit par exemple en 1931, dans *Tecnica del colpo di stato* : (références : *Technique du coup d'état, cahiers Rouges, Grasset, dépôt légal mai 2008*)

page 164 : "*Mussolini lui-même n'est ni végétarien, ni christian scientist, ni social-démocrate. Son éducation marxiste ne lui permet pas certains scrupules tolstoïens (...) Il ne faut pas oublier que les chemises noires proviennent, en général des partis d'extrême-gauche, quand ce ne sont pas d'anciens combattants, dont quatre années de guerre ont durci le cœur, ou des jeunes gens aux élans généreux.*"

page 179 : "*ce n'est pas le programme de 1919 qui révèle l'éducation marxiste de Mussolini ; c'est la conception de la technique du coup d'état fasciste, la logique, la méthode, l'esprit de suite avec lequel il s'applique.*"

page 181 "*la lutte contre la bourgeoisie était beaucoup plus populaire chez les fascistes que la lutte contre le prolétariat*".

J'ai retrouvé la même idée d'un fascisme plus de gauche que de droite dans "storia d'Italia, volume XXXIX l'Avvento del fascismo" de Indro Montanelli. Parlant de Mussolini, à propos de la formation de son gouvernement : "*son effort majeur fut de se soustraire rapidement à toute influence de droite. Tous étaient convaincus qu'il aurait fait appel à Salandra pour se garantir l'appui des forces conservatrices. Mais lui n'envisagea même pas cette éventualité*". Giolitti, homme politique de gauche, dira dans une lettre à des amis qu'il ne fallait pas gêner Mussolini, "*qui a tiré le pays de la fosse dans laquelle il finissait de pourrir*". Le libéral Francesco Salverio Nitti dira "*Il faut que l'expérience fasciste de déroule sans être dérangée : aucune opposition ne doit venir de nous*". Filippo Turati, créateur en 1922 du Parti Socialiste Unifié considérait quant à lui que seul Mussolini pouvait obtenir la pacification après la guerre civile.

Donc, le fascisme est un mouvement de gauche. Par conséquent je ne suis pas fasciste. Par dérision, je veux bien me dire «réac».

Fiscalité

La fiscalité est l'outil de la solidarité nationale. L'Etat n'existe que pour permettre à la collectivité de s'organiser sans être soumise à la loi du plus fort. Si l'Etat n'est pas un outil de mutualisation et de solidarité, il n'a pas lieu d'être.

Nous avons besoin de routes, nous avons besoin d'écoles et d'hôpitaux, nous avons besoin de réseaux de distribution pour l'eau et de l'énergie. Nous avons besoin de services de police. L'existence d'un Etat fort permet de garantir à chacun l'accès à ces équipements, à ces services, pour un coût équitablement réparti. Bien évidemment, l'impôt et les taxes sont, outre une nécessité collective, un outil de justice sociale. C'est pourquoi les produits de premières nécessités sont moins taxés que les produits de luxe. C'est aussi pour ça que l'impôt sur le revenu, en France, est progressif.

Aujourd'hui, cette fiscalité qui devrait être consensuelle devient source de débats passionnés, d'incompréhensions. Beaucoup dénoncent les «riches» qui profitent des «niches fiscales» en oubliant que les niches fiscales ont leur raison d'être : elles sont le résultat de choix de gouvernement en vue d'orienter l'épargne en direction de secteurs économiques qui en ont besoin. Si mon camarade Jacques a, en son temps, investi sa maigre fortune dans un territoire d'outre-mer, c'est parce que les gouvernements de l'époque, pour aider ces territoires, avaient pris des mesures favorables à l'investissement. Si nous manquons de logements au niveau national, il n'est pas idiot de proposer quelques avantages fiscaux à ceux qui investiront dans le logement locatif. En revanche, les mécanismes qui permettent à certains de ne pas payer d'impôts sont évidemment à revoir.

Plus généralement, il est compréhensible que les hauts revenus payent beaucoup d'impôts, mais l'impôt sur la fortune est une stupidité. Permettez moi de citer l'exemple de madame X, propriétaire d'un petit vignoble dans le Médoc. Cette dame vit avec un revenu indigne du temps qu'elle passe chaque année sur son exploitation. Elle ne gagne pas le smic horaire. Elle payera toute sa vie les droits de succession de ce terrain familial dont elle a hérité à la mort de son père. Et elle paye l'impôt sur la fortune parce que son

terrain coûte cher, alors que ses revenus horaires sont ceux d'un ouvrier non qualifié. Beaucoup de petits exploitants, dans la même situation, ont préféré vendre à des Russes, des Anglais ou des Chinois. En plaçant leur argent intelligemment, ils payent moins d'impôt (grâce aux «niches» fiscales), ne se tuent plus au travail, n'ont plus les soucis liés aux aléas météorologiques et aux maladies de la vigne.

Ainsi, notre fiscalité pousse les propriétaires à vendre leur bien à des étrangers qui rechercheront d'abord le profit financier rapide, au détriment de la qualité de notre vignoble.

Précisons que je ne suis pas soumis à l'ISF et que (malheureusement ?) je suis très loin d'y être assujettissable.

Quand l'impôt nuit à l'organisation sociale, comme c'est le cas ici, il est globalement nuisible. L'impôt sur la fortune est donc nuisible et doit être supprimé. Si vous trouvez cette conclusion par trop simpliste rassurez vous : selon vous je suis probablement un «Réac».

Fiscalité et emploi

Il faut une profonde réforme fiscale. Il y a urgence. Beaucoup de petits commerces s'enlisent ou disparaissent, les artisans sont à la peine, seuls s'en sortent les importateurs, les grandes enseignes qui n'hésitent pas à acheter en Chine ou au Viet-Nam au plus bas prix, des produits de basse qualité bien joliment emballés pour tromper l'acheteur fauché !

Les salaires d'aujourd'hui plus bas que ceux d'il y a dix ans, sont en grande partie dus à cette politique délétère des grandes enseignes de distributions qui gagnent ainsi sur tous les tableaux : la France appauvrie vient acheter chez elles les produits de bas de gamme et bon marché qui restent les seuls accessibles à nos revenus étriqués. Les petits commerçants perdent leurs fournisseurs nationaux qui font faillite les uns après les autres. Ils perdent une partie de leurs clients, appâtés par les «prix bas» importés par les grandes enseignes. Il est clair que cela ne pourra guère marcher bien longtemps : Quand tous les produits manufacturés et les services viendront de l'étranger, qui payera les maigres salaires avec lesquels la France exsangue ira faire ses courses au supermarché ? La grande distribution française est en train de scier la branche sur laquelle elle s'est assise : elle ruine le consommateur français.

Il y a urgence. L'effondrement de la production nationale au profit des importations est contagieuse. Au début, l'Europe a perdu sa capacité à fabriquer des appareils photographiques. Puis le textile a suivi. L'automobile est à la peine au profit des marques asiatiques. Maintenant l'outillage et l'électroménager se meurent. Par effet direct, nos aciéries, nos fonderies, nos usines d'électronique sont bientôt à l'agonie. Demain, les moyens de transport haut de gamme, l'aéronautique, le ferroviaire vont suivre. Que nous restera-t-il ?

Certains disent «il nous restera les services». Les services n'absorberont pas les millions de chômeurs qui s'apprentent à rejoindre le pôle Emploi. Personne ne pourra se les payer !

Il y a urgence. Pour agir efficacement, il faut d'abord négocier avec les entreprises. Avec TOUTES les entreprises. Comprendre où sont les possibilités de rebond à court terme et à moyen terme. Inventer une fiscalité qui cesse de torpiller dans l'œuf toute velléité de produire en France. Inventer une fiscalité qui incite à distribuer de la qualité, et non du «pouvoir d'achat». **Le vrai pouvoir d'achat, c'est la vitalité de l'économie qui permet au salarié qui s'estime mal payé de changer d'entreprise.** Ce n'est pas la concurrence déloyale qui offre provisoirement des bas prix aux plus fauchés pour tuer le producteur en France, et donc augmenter le nombre de gens fauchés et de chômeurs.

Négocier avec les entreprises, cela veut dire aussi renoncer au dogmatisme, à la démagogie. De nombreux hommes politiques ont fait la preuve en la matière de leur incapacité totale à mener cette réforme fiscale dont l'urgence est vitale pour notre pays. Mieux vaut un prétendu «réac» ouvert à la discussion qu'un progressiste dogmatique pour faire des propositions concrètes et salutaires pour notre économie.

Gaz de schiste

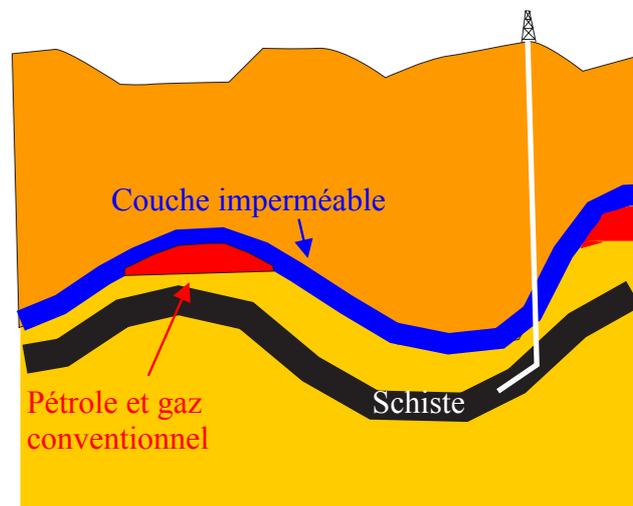
Une amie que j'apprécie énormément pour ses compétences, son honnêteté et son dévouement, me bombardait régulièrement d'informations, de pétitions contre l'exploitation du gaz de schiste.

Etant moi-même Ardéchois, j'étais à priori déchiré entre deux positions opposées : le désir de voir enfin mon «pays» bénéficier d'une source de richesse susceptible de garder des jeunes au pays, (depuis 1987, j'ai vainement cherché à y trouver un travail dans mes cordes) et la crainte de voir ce département magnifique détérioré, si ce n'est pire, par une industrialisation sauvage, et pollué par cette énergie nouvelle mais inquiétante. Connaissant mal le sujet, j'ai essayé de le creuser. Voici le résultat de ma recherche.

Origines et gisements

Comme tous les hydrocarbures fossiles, le gaz de schiste provient de la décomposition de cadavres divers (en particulier de plancton marin) sédimentés au fond des océans et recouverts de tous types d'autres sédiments (boues...).

«Le gaz de schiste et l'huile de schiste sont issus de la décomposition de matières organiques piégées au fond des océans. Avec le temps et les transformations physico chimiques, ces fonds marins se sont transformés en roches métamorphiques (schistes). Une partie des hydrocarbures formés a migré et (a) constitué des nappes gazeuses ou pétrolifères. Le reste est resté piégé dans la roche»



Pour faire court, lorsqu'ils sont insuffisamment piégés, les hydrocarbures formés migrent vers la surface, se transforment parfois en hydrates de gaz, ou finissent pas être éliminés naturellement. Lorsqu'ils sont piégés entre deux couches imperméables, ils forment une nappe de pétrole ou de gaz (en rouge sur le schéma ci-dessus). Lorsqu'ils restent piégés dans la roche d'origine, nous les appelons gaz de schiste.

De partout où il y a du schiste, il y donc la possibilité que des hydrocarbures y aient été piégés. C'est le cas sur la bordure sud-est du massif central.

«En France, la géologie des différents bassins sédimentaires est plutôt favorable à leur développement, notamment dans le bassin du Sud-est, dans le triangle Valence-Montpellier-Nice» estime Roland Vially, géologue à l'IFP énergies nouvelles» (Durable .info)



source : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Combien-de-permis-de-recherches.html>

«Il y a une quinzaine d'années, on ignorait comment exploiter ce gaz contenu dans ces formations géologiques. Ce gaz est aujourd'hui extrait en grande quantité aux États-Unis où il représente 12 % de la production locale de gaz contre seulement 1 % en 2000. En Europe et notamment en France, l'évaluation de ce type de ressources démarre à peine. Selon certains experts, les réserves mondiales de gaz de schiste seraient 4 fois plus importantes que les ressources en gaz conventionnel.» (Ministère du développement durable)

Importance actuelle du gaz de schiste :

Le gaz de schiste constitue une faible part de la production mondiale d'hydrocarbure. Il représente cependant un élément stratégique important. Par exemple, face à des producteurs tentés d'augmenter le prix des hydrocarbures, l'existence de gaz de schiste exploitable chez leurs principaux clients peut avoir un rôle modérateur. Si leur pétrole ou leur gaz devient trop cher, l'exploitation du gaz de schiste devient rentable, et ils perdront leurs pétrodollars.

«Selon une étude du Baker Institute of Public Policy de l'Université Rice, l'augmentation de la production de gaz de schiste aux États-Unis et au Canada pourrait contribuer à empêcher la Russie, le Qatar et l'Iran de dicter des prix plus élevés pour le gaz qu'ils exportent vers l'Europe». (Wikipedia)

«Par ailleurs, selon de nombreux économistes, la chute du prix du gaz aux États-Unis due à l'essor de la production des gaz non conventionnels profite aux industriels américains au détriment des Européens...» (Wikipedia)

Importance des gaz de schiste sur le long terme :

Les ressources en hydrocarbures fossiles se réduisent. Il nous a été annoncé que "peak oil" aurait été franchi au début des années 2000 (nous consommons désormais chaque année plus de pétrole que nous n'en découvrons). Cela est à nouveau annoncé pour 2020 à 2040. Il viendra bien un jour.

Les énergies alternatives sont contestées (nucléaires) ou peu susceptibles de remplacer le pétrole à horizon visible (énergies renouvelables). Comment assurer la transition ? Le gaz de schiste est une option qu'on ne peut pas rejeter à priori.

Procédé :

Voir le schéma au début de cette entrée : «Le procédé s'appuie sur le forage directionnel, associé à la fracturation hydraulique, d'un grand nombre de puits. Le forage directionnel consiste à forer non pas verticalement, mais à une profondeur et un angle qui permettent au puits de rester confiné dans la zone

potentiellement productrice, (...). La fracturation hydraulique consiste à provoquer un grand nombre de micro-fractures dans la roche contenant le gaz, permettant à celui-ci de se déplacer jusqu'au puits afin d'être récupéré en surface. La fracturation est obtenue par l'injection d'eau à haute pression dans la formation géologique, autour du point d'injection.

On ajoute des additifs dans l'eau afin d'améliorer l'efficacité de la fracturation :

* du sable de granulométrie adaptée, qui va s'insinuer dans les micro-fractures et empêcher qu'elles se referment ;

* des biocides destinés à réduire la prolifération bactérienne dans le fluide et dans le puits ;

* des lubrifiants qui favoriseront la pénétration du sable dans les micro-fractures ouvertes par la pression de l'eau ;

* des détergents qui augmentent la désorption du gaz et donc la productivité des puits.» (Wikipedia)

Les risques :

Des risques évidents sont inhérents au procédé : des substances (biocides, lubrifiants) sont injectées dans le sous-sol, substances qui n'en ressortiront que de manière incontrôlée. Demain, nos descendants seront-ils impactés par les substances toxiques injectées à très grande profondeur ? J'en doute mais ne peux pas affirmer qu'ils ne le seront pas.

La migration de ces substances vers les couches supérieures, vers les nappes aquifères exploitables est-elle possible ? Nous ne pouvons pas nous permettre de courir ce risque, s'il est effectivement présent.

Enfin, les fuites le long du système de forage peuvent concerner toutes les couches y compris en surface. Et cela est inacceptable.

"Une étude de l'EPA⁵ évalue actuellement l'impact de cette exploitation sur la santé et l'environnement. L'EPA a déjà retrouvé des composés hautement cancérigènes, tandis que 3 ou 4 cas de pollution des nappes aquifères adjacentes et de contamination de l'eau ont été relevés aux USA." (durable.info)

«L'ensemble des rapports réalisés en 2011 sur la question de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste met en avant l'impact négatif sur la ressource en eau et les milieux aquatiques des techniques utilisées par l'industrie gazière et pétrolière :

- recours à de grandes quantités d'eau pour la mise en œuvre de ces techniques

- risque non négligeable de pollution des nappes phréatiques et des aquifères profonds liées aux forages (fuites dans les puits cimentés) par les additifs au fort potentiel polluant (sels, acides, biocides, benzène ...).

- risque non négligeable de pollution par les eaux de process qui comprennent de nombreux additifs au fort potentiel polluant (sels, acides, biocides, benzène ...). Il paraît impossible de traiter ces eaux de process qui finissent inmanquablement par regagner le milieu naturel et les différents aquifères...» (source : collectif 07 stop au gaz de schiste)

Je reste très dubitatif sur l'affirmation «Il paraît impossible de traiter ces eaux de process». Ce n'est qu'un problème technologique, il n'est pas insoluble. La question serait plutôt : le coût du traitement des eaux de process sera-t-il acceptable ?

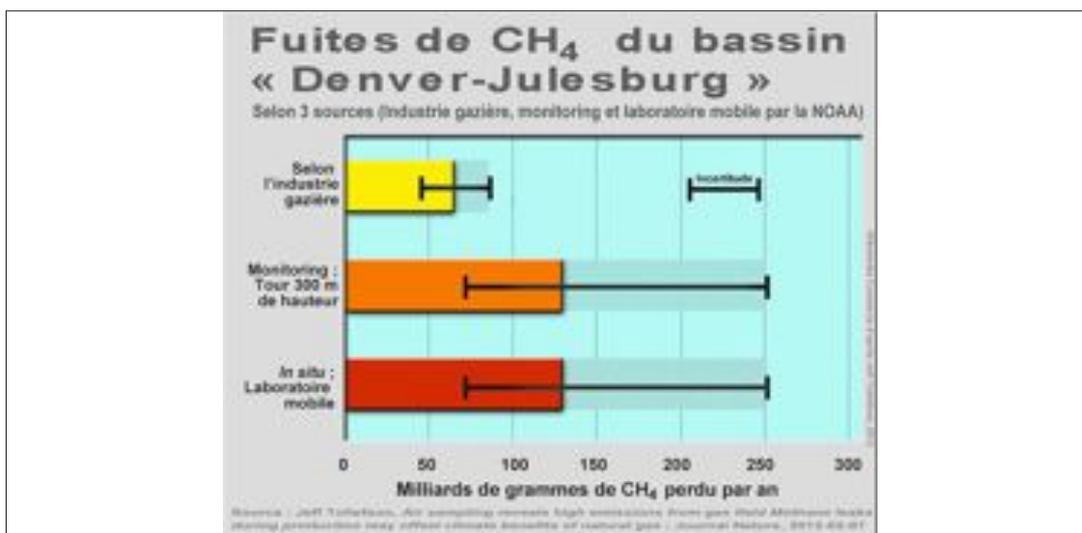
«La seconde conséquence est locale avec notamment des risques de pollution des nappes souterraines par manque d'étanchéité des forages (le risque étant aggravé pour le gaz qui est par nature éruptif par rapport aux huiles plus denses) et de pollution des sols (en cas de fuite des canalisations). La consommation d'eau est élevée (15 000 à 20 000 m³ par puits). L'implantation des machines à forer et des installations connexes peut émettre du bruit et avoir un impact important sur les paysages.» (source : Ministère du développement durable)

Je ne suis pas convaincu par l'argument selon lequel le gaz de schiste contribuerait particulièrement à la production de CO₂. Même si son exploitation représente une plus forte consommation d'énergie, sa proximité des lieux de consommation (pour ce qui nous concerne) représente à l'inverse un énorme

⁵ Environmental protection agency, agence gouvernementale des Etats-Unis pour l'environnement

gisement d'économie. Quelqu'un m'a dit un jour que le voyage d'un pétrolier consommait à lui seul 30% du pétrole qu'il transporte. Cela me semble exagéré, mais il est probable que (du point de vue de la production de CO₂) le transport du méthane en provenance d'Algérie consomme assez d'énergie pour rendre le gaz de schiste écologiquement pertinent. De plus, le méthane, composant principal du gaz de schiste est le moins polluant des carburants organiques .

De même, les pertes de méthane à la production existent, quelles que soient les ressources, gisement classique ou gaz de schiste. Je n'ai pas trouvé d'argument expliquant pourquoi il y en aurait plus avec le gaz de schiste. Quant au schéma ci-dessous, il traduit une certaine forme de manipulation. Quand on parle de pollution au méthane, on parle de millions de tonnes. Pourquoi l'exprimer en grammes ? Peut-être parce que 125 000 tonnes perdus par an, c'est totalement négligeable pour un bassin de production et que les auteurs de ce graphe ne veulent pas le dire ? 125 milliards de grammes, c'est plus impressionnant, mais c'est la même chose que seulement 125 000 tonnes. Visiblement, certains opposants au gaz de schistes sont prêts à tout pour montrer son éventuelle dangerosité.



source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:ShaleGazGaz_de_schisteFrackingFracturationFuites2012NOAA.jpg

Bien plus inquiétant est le lien établi entre fracturation hydraulique et événement sismique :

"Selon le British Geological Survey, le centre britannique des tremblements de terre, il existe un lien bien connu entre fracturation hydraulique et tremblements de terre. En juin 2011, la société Cuadrilla Resources a dû interrompre son activité d'exploration dans le nord-ouest de la Grande-Bretagne, en raison de plusieurs séismes de magnitude 1,5 à 2,3.

«Plus qu'à la fracturation des roches, ces séismes seraient principalement dus à l'injection d'eau. Le phénomène avait été constaté dans le Colorado en 1960, alors que l'armée américaine se débarrassait par injection dans le sous-sol d'armes chimiques. Le séisme enregistré d'une magnitude de 5,5 sur l'échelle de Richter avait conduit à l'arrêt de ces injection» (Wikipedia)

Ce caractère "sismogène" ne doit pas être négligé. Il interdit la fracturation hydraulique dans toutes les régions à risque sismique élevé. Car si un tremblement de terre de magnitude 2,3 est imperceptible, il peut être à son tour à l'origine du déclenchement de séismes beaucoup plus graves, là où les tensions tectoniques sont déjà proches des valeurs de ruptures.

Les solutions techniques :

Selon ce qui précède, il semblerait qu'à ce jour deux risques réels aient été identifiés dans le cas des

exploitations existantes : le risque sismique et la pollution des nappes aquifères.

nappes aquifères :

Contrairement à ce qui est souvent écrit, il n'y a pas que la nappe phréatique à protéger, mais bien l'ensemble des nappes actuellement accessibles et des nappes intéressantes pour un futur lointain. A chaque traversée de nappe aquifère, des systèmes d'étanchéité efficaces doivent être mis en place. Nous savons le faire. Certains, aux U.S.A. ont négligé de le faire et les résultats en ont été catastrophiques.

« À ce niveau, il est nécessaire de bien étanchéifier les parois du puits, quitte à augmenter le nombre de cuvelages et de cimentations, un peu comme les doubles coques des navires », explique Didier Boijoly, chef du service géologie du Bureau de recherches géologiques et minières (source : la recherche, <http://www.larecherche.fr/content/actualite-terre/article?id=29656>)

Il faut de plus aller très loin dans l'analyse de défaillance. Les niveaux des couches vont se déplacer, d'une part à cause de la fracturation hydraulique, d'autre part à cause de la variabilité naturelle. Des anomalies de fabrication ou de fonctionnement peuvent exister : comment s'assurer du contrôle de fabrication de ces systèmes d'étanchéité ? Comment s'assurer de leur bonne tenue dans le temps ? Le problème n'est pas simple, mais il n'est pas non plus insoluble.

risque sismique :

Le risque existe, et doit être pris très au sérieux. Mais cependant, restons raisonnable. Exemple : le gisement gazier de Lacq. Les spécialistes en sont aujourd'hui convaincus, l'exploitation de ce gisement (sans fracturation hydraulique !) est lui aussi «sismogène» (cf. les travaux de l'italien Aloi, en 1956, et ceux de J.P. Rothe en 1977) Dans une région autrement plus active au niveau sismique que ne l'est le massif central, un seul séisme (1967, Arette), a eu des conséquences graves dans l'histoire récente (1 mort, un village détruit à 80%), et rien ne dit qu'il y ait un lien entre ce séisme et le champs gazier de Lacq.

En revanche, l'étude faite par Rothe sur Lacq confirme le risque lié à la fracturation hydraulique. Citant Mac Cain, il rappelle que, si la condition principale est l'existence de tensions tectoniques importantes, "le type de réservoir le plus favorable est celui où la porosité résulte d'un système de fractures dans les roches par ailleurs non poreuses et imperméables". Autrement dit, nous risquons de reproduire artificiellement, avec la fracturation hydraulique, les conditions qui à l'état naturel sont optimales pour favoriser les risques sismique...

Conclusion

L'exploitation du gaz de schiste représente un risque nouveau et moins bien connu que la plupart des autres risques industriels.

L'homme a appris à faire face à des risques nouveaux. Quoi de plus dangereux, en soi, que le risque nucléaire ? Pourtant, et malgré leur caractère traumatisant, les conséquences écologiques et humaines de la totalité des incidents et accidents nucléaires survenus depuis l'avènement de cette énergie sont totalement négligeables, eu égard à l'énergie produite, par rapport aux conséquences de l'utilisation du charbon, ou même du pétrole.

Quoi de plus dangereux que de voyager à 12 000 mètres au-dessus du sol ? Pourtant, l'avion est devenu un système de transport des plus sûrs.

De même, si le sujet est traité avec sérieux, le gaz de schiste peut être, pour demain, une ressource d'avenir sûre et moins polluante au final que le méthane du Sahara ou de Russie.

Mais pour cela il faut impérativement éviter son exploitation aussi longtemps que les solutions techniques fiables aux problèmes posés ne sont pas clairement définies. Et la définition de ces solutions techniques passe par l'expérimentation !

L'expérimentation, cela peut être la réalisation de forages, l'injection d'eau et de sable, mais sans additif toxique, juste chargée de "marqueurs" destinés à détecter d'éventuelles fuites, et l'utilisation de ces forages pour qualifier les solutions proposées par les exploitants.

L'expérimentation, cela peut être la mesure de contraintes tectoniques sur un nombre significatif de points environnant ces forages et la mesure de l'évolution de ces contraintes après fracturation.

Préparer l'avenir, ce n'est pas s'interdire d'y réfléchir ! Je suis Reac : je ne supporte pas que nos faiseurs d'opinion préjugent de l'incapacité de l'homme à surmonter un problème technique et qu'ils ferment des portes au nom de ce nouvel obscurantisme qu'on nomme «écologisme».

Glyphosate

Affirmer que le glyphosate est cancérigène est très excessif. Mais il est interdit, en France, de dire que le Glyphosate n'est probablement pas cancérigène pour le consommateur. Jusqu'à un tribunal administratif qui, récemment, a interdit la commercialisation d'une nouvelle formule du Roundup parce qu'il contenait du glyphosate.

Restons factuel : il existe un organisme dont le rôle est de faire la synthèse des connaissances toxicologiques sur toute substance susceptible d'être utilisée dans un cadre professionnel. Cet organisme, l'INRS, édite des «fiches toxicologiques». Pour écrire ces fiches, les spécialistes de l'INRS compilent toutes les données concernant le sujet étudié, les études publiées quels qu'en soient les auteurs ou les objectifs. La fiche n°273, date d'édition février 2018, très récente donc à l'heure où j'écris ces lignes, concerne le glyphosate. Elle est très instructive.

Les mentions obligatoires sur l'étiquette sont :

H318 Provoque des lésions oculaires graves

H411 Toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme

Les conseils de prudence P sont sélectionnés selon les critères de l'annexe 1 du règlement CE n° 1272/2008.

Au niveau des actions constatées sur l'animal, il est écrit qu'il n'y a pas d'action constatée en cas d'ingestion.

Il n'existe pas de donnée de cinétique chez l'homme.

Traduction : personne ne s'est pas amusé à faire ingérer du glyphosate par l'homme, et aucune absorption accidentelle n'a donné lieu à une analyse documentée.

Quant à son côté cancérigène, il est écrit :

Effets cancérogènes

Une augmentation du risque d'apparition de certaines hémopathies a été observée chez les agriculteurs applicateurs les plus fortement exposés et chez ceux exposés pendant de longues périodes dans la cohorte « Agricultural Health Study » mise en place aux USA.

Dans la méta-analyse de De Roos (2005), les risques les plus importants sont observés chez les sujets exposés à certaines combinaisons de pesticides, dont l'association des herbicides atrazine et glyphosate .

Cependant ces observations pourraient être liées à l'effet d'autres agents cancérigènes potentiels associés à l'activité agricole comme l'exposition à des virus, bactéries, moisissures, solvants, gazole. Aucune conclusion définitive ne peut être rendue actuellement.

Autrement dit, à ce jour, le caractère cancérigène du glyphosate, suspecté dans le seul cas d'agriculteurs utilisateurs intensifs, n'est pas démontré. A l'inverse, une étude toxicologique a révélé que la prévalence des cancers était plus faible chez les agriculteurs de notre pays que dans le reste de la population française.

Ils sont pourtant les plus exposés au glyphosate !

Le glyphosate, comme toute substance destinée à tuer la vie est une molécule à utiliser avec un maximum de précautions, à réglementer sévèrement, ne serait-ce que pour la protection des abeilles, à surveiller quant à ses conséquences réelles ou suspectées. S'il a probablement moins de rémanence que les sels herbicides (chlorate de potassium, chlorate de sodium) il a nécessairement une influence sur notre environnement. Mais interdire le glyphosate, pour ce qu'on en sait aujourd'hui, est inutile et dangereux. Inutile comme je l'ai expliqué ci-dessus, mais également dangereux : si nous voulons pousser les agriculteurs à revenir aux chlorates de sodium ou de potassium, interdisons le glyphosate et acceptons de polluer durablement nos nappes aquifères!

En bon «réac», après avoir creusé ce sujet sensible, je suis allé chercher un herbicide à base de glyphosate au magasin le plus proche. Je l'utilise avec parcimonie. Au rythme actuel, mon petit flacon devrait durer vingt ans. Mais je l'utilise.

Histoire

Dans l'Histoire il y a toujours trois niveaux, au moins.

Il y a des faits qui s'enchaînent selon une logique qui échappe parfois à ses acteurs, mais que l'Historien, s'il se base sur une chronologie solide et aussi exhaustive que possible des événements, peut approcher avec plus ou moins de pertinence.

Il y a ensuite les points saillants que les collectivités en ont retenus et voulu transmettre. La vision de Jeanne d'Arc chez les Anglais n'est pas celle des Français ; Napoléon est plus populaire en France ou en Suède qu'en Espagne. Cette mémoire historique, faite d'occultations et de mises en avant pas toujours totalement honnêtes, est pourtant le ciment d'un peuple. L'Algérie actuelle traite en héros des lâches qui ont massacré des villages entiers, femmes et enfants compris, dans le seul but de dissuader les villages «messalistes» d'avoir des relations positives avec l'administration Française. Pour les partisans de l'Algérie Française, pour les pieds-noirs et pour les Harkis, le FLN est d'abord une bande de tueurs sauvages et inhumains. Qui a raison, qui a tort ? L'Algérie a besoin de ce mythe pour souder un peuple issu de racines trop différentes, comme la France a mis en avant la Résistance pour ressouder un peuple déchiré par la collaboration. «L'oubli, et je dirais même l'erreur historique, est un facteur essentiel de la création d'une nation» selon E. Renan.

Il y a, enfin, l'exploitation temporaire et politique de l'histoire. Et celle-ci est inacceptable. Quand le président Algérien Bouteflika remettait sans cesse au premier plan la culpabilité présumée de la France dans les problèmes de l'Algérie des années 2000, il cultivait la haine, il empêchait tout progrès dans les relations entre la France et l'Algérie qui fut, en son temps, le plus bel espoir d'intégration harmonieuse d'une population africaine dans le monde européen. Des liens amicaux entre la France, gros consommateur d'énergie, et l'Algérie, riche de ses gisements de gaz et de son ensoleillement exceptionnel, permettraient à ce pays de se développer dans de bonnes conditions et d'offrir à sa jeunesse les espoirs qu'elle vient chercher, vainement, chez l'horrible colonisateur déchu. Mais Bouteflika préfèrait cultiver la haine pour souder son peuple autour de sa personne tout en laissant sa jeunesse désertier son pays natal ruiné par la corruption et l'incompétence de ses gouvernants.

Ce n'est pas le seul exemple d'exploitation basement politicienne de l'Histoire. L'exploitation politique est aujourd'hui monnaie courante, sur l'esclavage, la guerre d'Algérie, la collaboration et la résistance, la guerre de sécession aux Etats-Unis...

Cette exploitation politique implique généralement de s'écarter encore un peu de la part de vérité que contient la mémoire historique des Peuples. Je ne serai pas étonné que la mode actuelle du refus de la chronologie dans l'enseignement de l'histoire ne soit destiné à permettre l'endoctrinement de la jeunesse par un mensonge construit non plus dans un but d'unité nationale, mais dans un but de manipulation politicienne.

En bon réactionnaire, je tiens à ce que l'histoire soit enseignée dans un cadre chronologique, cadre dans

lequel les causes et effets apparaissent souvent avec tellement de clarté que toute propagande devient illusoire.

Islamisme et bouc émissaire

Appel à la haine . Il n'y a pas d'expression plus juste : le 15 janvier 2015 vers 13h40 sur France info, donc une semaine après l'attentat contre Charlie Hebdo, une sociologue dont je tairai le nom se permettait de faire l'amalgame entre l'extrême-droite et l'islamisme.

À l'heure où chacun aurait dû parler d'union nationale, à l'heure où chacun aurait dû communier dans la réprobation des crimes lâches commis par les islamistes, cette femme appelait à la haine envers ceux qui, les premiers, avaient vu venir le danger.

Quand l'extrême-droite tirait la sonnette d'alarme face aux dangers liés à une incomplète intégration de certains immigrés, personne n'a rien fait pour résoudre le problème, les bien-pensants ont traité ses responsables de racistes. Ce jour-là, cette sociologue s'est permis de les insulter à travers une comparaison impertinente !

Depuis plus de 20 ans, ni l'extrême-droite ni l'extrême-gauche n'a tué personne en France, sauf par accident, dans le cadre de bagarres entre gens aussi violents d'un côté que de l'autre. Je condamne la violence verbale de Mélenchon comme je condamnais la violence verbale de Jean-Marie Le Pen. Comme je condamne la violence verbale habituelle de Charlie-Hebdo.

Mais ce n'est que de la violence verbale.

A l'inverse, la violence politique, de la part des islamistes, n'est pas que verbale. C'est de la violence intentionnelle, physique, avec à la clé l'intention de tuer. Rue des Rosiers, Khaled Kelkal, le gang des barbares, Mohamed Merah, l'attentat contre Charlie Hebdo, celui contre le super-marché Kasher, la promenade des Anglais à Nice, le marché de Noël de Strasbourg, les horreurs quotidiennes en Syrie auxquelles ont participé des islamistes français, tout cela dure depuis trop longtemps, et notre sociologue semble ne pas s'en rendre compte.

Je veux bien admettre que l'Islam est une religion de paix. Je le vois quotidiennement autour de moi : les Musulmans que je rencontre dans la rue, dans mon travail, parmi mes amis, sont des gens doux et pacifiques. Mais taire une vérité sous prétexte de ne pas "stigmatiser" une population est malsain.

C'est à cause de l'islamisme qu'on a inventé le plan vigipirate, c'est contre l'islamisme qu'on le réactive périodiquement. Ce n'est pas l'extrême-droite française qui est à l'origine de l'islamisme, mais bien la peur de l'islamisme qui donne des ailes et des adhérents à l'extrême-droite ! L'attitude de notre sociologue est du même niveau d'ineptie que la décision d'écarter le Front National de l'organisation de la manifestation du 11 janvier 2015 contre le terrorisme : c'est une forme d'appel à la haine. Un tribunal a condamné E. Zemmour pour moins que ça ! Mais l'appel à la haine, quand il vient de gauche et s'attaque à des Français ne mérite pas qu'on s'y arrête. Aucun tribunal n'a été saisi.

Israël

Pourquoi, en France, devons-nous systématiquement opposer Israël et Palestine ? Le rôle d'une grande démocratie ne devrait-il pas être de concilier, de favoriser des solutions pacifiques aux problèmes apparemment insolubles qui se posent au Moyen-Orient ? Quoi de plus irréconciliable que la France et l'Allemagne de 1945 ? Et pourtant, quoi de plus solide que le couple franco-allemand au cœur de l'Europe moderne ? Il y a des solutions à tout, à condition d'y croire et de ne pas jeter de l'huile sur le feu. Rappelez vous : «tout est négociable» selon Moshe Dayan, le vainqueur de la guerre des six-jours ; les accords d'Oslo signés avec l'ancien terroriste de l'Irgoun, Menahem Begin ; l'évacuation des Israéliens de la bande

de Gaza sous la férule du «Faucon» Ariel Sharon... Les hommes politiques israéliens qui ont fait progresser la paix n'étaient pas des pacifistes mais des amoureux d'Israël qui avaient compris que la paix ne pouvait se faire qu'en acceptant de discuter avec ses ennemis.

L'aspiration des Palestiniens à vivre dans leur pays est légitime, j'y reviendrai plus loin (voir l'entrée «Palestine»).

La position des Juifs d'Israël est aussi légitime que celle des Palestiniens. Ils sont arrivés dans ce pays «où coule l'eau et le miel» il y a 3400 ans, selon les traditions chrétiennes et juives, peut-être près de 5000 ans selon l'archéologue Emmanuel Anati. A plusieurs reprises, une partie de la population juive a été chassée de ce territoire. La plus marquante : en l'An 136, l'empereur Adrien dispersa les Juifs sur l'ensemble de l'Empire. Depuis cette date, il y a plus de Juifs hors de Palestine qu'en Palestine : ce sont les Juifs de la diaspora. Entre l'an 136 et le milieu de XXème siècle, les Juifs étaient minoritaires en Palestine.

Pourtant, pendant près de deux mille ans, les Juifs ont continué à se considérer comme habitants de la Palestine, en exil provisoire. Pendant près de deux mille ans, ils ont continué à psalmodier «l'an prochain à Jérusalem». Et une importante population juive s'est toujours maintenue sur place.

Dans l'empire ottoman, la Palestine était une région délaissée. Contrairement à ce qu'on nous laisse croire, Jérusalem y était une ville juive, avec 7000 habitants en 1845, sur une population totale de 16 000, y compris les Chrétiens. C'était pourtant dans l'Empire turc, avant la naissance du sionisme ! Sous l'effet du sionisme lancé par Théodore Herzl, les Juifs représentent en 1912 deux-tiers de la population de la ville sainte (45 000 habitants sur 70 000). Jérusalem n'a jamais cessé d'être, aux yeux des Juifs, la capitale de leur Peuple. Elle n'a jamais cessé d'être, historiquement, une ville juive. Elle l'était déjà du temps de Mahomet, qui ne s'est pas privé de l'écrire.

De tous temps, de nombreux Juifs se sont réfugiés sur la terre d'Israël en espérant échapper à l'antisémitisme de leur pays d'origine. Par exemple, l'Espagne les a chassés en 1492. Plus tard, et en particulier au XIXème siècle, les Juifs de Russie ou de Pologne ont eu à subir des pogroms. Ils ont ensuite massivement cherché à quitter l'Europe de l'ouest face aux persécution nazies. Ainsi, la faible population juive restée en Palestine au début de la diaspora du IIème siècle s'est vue enrichie, au cours du temps, d'une population nouvelle, qui avait vu d'autres cultures, d'autres modes de vie, d'autres techniques. Elle a évolué différemment des autres peuples de la région sous l'effet de ces nouveaux arrivants.

Mais les Juifs restaient, en particulier à partir de l'avènement de l'Islam, des dimi, des citoyens aux droits réduits, généralement très pauvres.

Une partie du problème entre Juifs et Musulmans vient de l'afflux massif de Juifs immigrés qui, dès le XIXème siècle, ont cherché à s'installer définitivement en Palestine. Répétons-le : la Palestine était un territoire à l'abandon, les terres cultivables et cultivées suffisaient à peine à la faible population présente, et il fallait loger ces immigrés. Souvent, les Juifs ont acheté des terres incultes qu'ils ont su faire revivre par un travail acharné, dans des conditions matérielles difficiles.

Certes, il y a eu des «khop», des appropriations illégales de bâtiments et de terrains à l'abandon de la part d'immigrés juifs. En particulier en 1888 et 1889. Mais les habitants de ces khop ont été expulsés par l'autorité (turque puis anglaise). Pour l'essentiel, les Juifs de l'Alyiah ont tout simplement acheté leurs terres à des propriétaires arabes.

Dans ses mémoires, Moshe Dayan met le doigt sur l'un des problèmes qui perdure en Palestine : de l'avènement du sionisme jusqu'à 1948, l'immigré juif qui achète un terrain pense légitimement en être propriétaire et avoir le droit de s'y installer et d'y travailler la terre. Le fellah qui habite la maison de son père, de son grand-père et du grand-père de son grand père et exploite, comme ses ancêtres, les terres environnantes, peut légitimement penser en avoir le droit. Mais nous parlons ici de la même terre. Le vendeur arabe ne s'est pas soucié du Fellah installé sur la terre qu'il vendait aux Juifs. Il n'a pas informé l'acheteur de l'existence de ce Fellah, peut-être par peur de perdre son client. Le conflit entre deux perceptions aussi légitimes l'une que l'autre était inévitable. Il a parfois été très violent avec des pogroms meurtriers comme en 1915 et 1921.

Le Yishouv (la communauté des Juifs de Palestine) s'est organisé pour se défendre contre ces agressions qui le visaient. Il y eut d'abord des mouvements d'autodéfenses plutôt respectueux de l'ordre en place : Bar Giora, du nom d'un opposant à l'occupation Romaine, en 70 après JC, puis Hachomer (le protecteur). Plus

tard ces mouvements ont évolué, ont pris un nouveau nom en signe d'une vision plus radicale : la Haganah (la défense) et l'Irgoun Tzvaï Leoumi (Organisation militaire nationale). Ils se sont rapidement mués en mouvements indépendantistes para-militaires et ont obtenu la reconnaissance d'un Foyer National Juif, devenu l'état d'Israël en 1948.

Les Israéliens d'aujourd'hui, les «Sabra» nés en Palestine ont autant de droit à y vivre que les Palestiniens. Sans une reconnaissance mutuelle de ce droit, il n'y aura pas de solution au conflit israélo-palestinien. Et aujourd'hui, aucun mouvement palestinien ne semble prêt à faire cette concession majeure : accepter l'existence d'un état juif en Palestine. Et la fermeture ne vient pas que des Palestiniens. Même quand un Palestinien, M. Muriaz Zat, s'attaque devant le parlement européen à l'extrémisme des mouvements palestiniens, et fait l'éloge d'Israël, tout le monde s'en fout. Il est donc légitime pour les Juifs de faire preuve de la plus grande intransigeance et de continuer à se défendre contre les innombrables attaques du Hamas : roquettes, bombes humaines, sabotages, attaques au couteau... Rappelons en cette occasion que les armes israéliennes servent à défendre la population israélienne, quand la population palestinienne sert à défendre les armes palestiniennes. En effet, quand le Hamas place un pas de tir pour ses missiles, il préfère l'installer sur le toit d'une école, au cœur d'un quartier surpeuplé, afin que l'inévitable destruction de ce pas de tir par Israël se transforme en massacre de victimes innocentes, donc en événement permettant aux idéologues aveugles -ils sont nombreux dans la classe politique française et dans nos médias- de condamner Israël.

Je préfère la civilisation juive à la barbarie du Hamas : je suis donc, pour de nombreux leader d'opinion, un «Réac».

Juif

J'aime les Juifs. J'ai enseigné dans une école confessionnelle juive, une Yeshivah. J'ai rencontré là-bas des jeunes et des profs bienveillants et d'une grande culture, capables d'analyser les problèmes avec une finesse rare, capables d'un humour varié, pratiquant aussi bien l'autodérision qu'une ironie féroce face à leurs «adversaires».

J'aime les Juifs car Israël, pays en guerre et en situation de cessez-le-feu, et non de paix, depuis déjà soixante-dix ans n'hésite pas à intervenir chez ses voisins-adversaires pour y apporter de l'aide humanitaire. J'aime les Juifs parce que seuls les Juifs osent larguer des tracts au-dessus du quartier qu'ils sont contraints de bombarder (pour éliminer les batteries de missiles tirant sur Israël) afin de prévenir la population de la nécessité de s'éloigner. Nos libérateurs anglo-américains de 1945 n'ont pas eu autant de prévenance envers nos parents. Quand ma mère, jeune fille de quinze ans, courait aux abris, c'est parce que l'ennemi (l'Allemand) faisait sonner l'alarme face à l'arrivée des avions de l'ami (l'Américain)...

J'aime les Juifs parce que même dans un milieu juif parfois qualifié d'«extrémiste» je connais des jeunes qui agissent vis-à-vis des musulmans avec une réelle bienveillance, sachant pertinemment qu'elle ne sera que rarement payée de retour.

Kurdes

Pourquoi parler de Kurdes ? Ne s'agit-il pas d'un détail du contexte géopolitique international ? Juste pour donner une «entrée» à la lettre K dans ce petit glossaire ? Pas du tout !

Je tiens à parler des Kurdes et des Arméniens. Ces deux petits peuples, comme le peuple juif, me sont sympathiques. Bien que ne possédant pas un territoire qui leur soit propre et coïncidant avec l'implantation de leur population, chacun garde une belle image de lui-même contre vents et marée.

Les Kurdes comme les Arméniens ont souffert du racisme dans l'empire turc. Dans la Turquie des années 20, ils ont été victimes d'actions publiques violentes, destinées à les faire disparaître en tant que peuple. Aujourd'hui encore, la simple évocation d'une éventuelle autonomie des Kurdes, même hors de la Turquie, au moyen-orient, est perçue par la Turquie comme une provocation.

Pourtant, l'histoire récente nous a montré que les Kurdes sont parmi nos amis les plus sincères et les plus fiables du moyen orient. Ils se sont battus avec courage et efficacité contre le Hezzzbollah dans les années 70, contre Daesh, sans tomber dans les excès de sauvagerie vus chez d'autres mouvements «alliés» anti-

Daesh. Nous pourrions parler par exemple des tueurs d'«Al Nostra» qui, selon un ministre de François Hollande, faisaient «un boulot formidable»... C'étaient pourtant des tueurs sanguinaires. Les Kurdes, eux, méritent notre respect et notre soutien.

Les événements d'octobre 2019 illustrent parfaitement le racisme agissant des autorités turques envers les Kurdes. Ceux qui étaient nos alliés face à Daesh, qui ont défendu leur population, qui ont respecté les conventions de Genève sont présentés par la Turquie comme des terroristes qu'il lui faudrait éliminer par les armes.

En bon réac, je rêve de voir l'Europe devenir ferme pour imposer aux Nations-Unis la reconnaissance d'une nation Kurde dont elle serait un partenaire privilégié et un soutien militaire fiable.

Liberté

Le sujet de la Liberté est un sujet trop grave pour être abordé ici. Je pourrai enfoncer quelques portes béantes pour accumuler les poncifs habituels. Les poncifs recouvrent bien souvent des réalités, mais des réalités qui n'ont nul besoin d'être ressassées. Par exemple, «parlons nous de la liberté du loup dans la bergerie» ou «de celle du chamois dans sa montagne» ? «La liberté s'arrête là où...»

Ceux que nos médiocrates nomment Réac ne sont pas contre la Liberté. Etre qualifié de réac, c'est parfois simplement affirmer que la liberté est indissociable de la responsabilité. Dans la petite enfance, l'humain n'a pas la capacité d'assumer l'ensemble de ses choix, il ne peut être responsable de toutes les décisions qui le concernent. Cette provisoire incapacité à la responsabilité est la seule justification de sa faible liberté. Ses parents lui accordent la liberté dont ils le croient capable. C'est de leur responsabilité. Rendre son enfant plus responsable, et donc plus libre, est la plus belle mission du parent !

Avoir la parole libre implique d'accepter d'être un jour attaqué en justice par celui qui se sent diffamé. Donc d'assumer la responsabilité de ses paroles. Ecrire ces lignes implique d'être prêt à en répondre face à des opposants. Je suis libre car j'ai conscience de la responsabilité qui est la mienne quand je pianote mon clavier.

Bien souvent, il y a abus de la part de ceux qui réclament «plus de liberté» car ils ne sont pas prêts, en contrepartie, à en assumer leur responsabilité. Quand les «gilets jaunes» bloquent les routes et que Clément, petit salaire de mes amis, perd une part de ses revenus à cause de leurs actions, les gilets jaunes sont-ils prêts à assumer le dol qu'il a subi, conformément aux articles 1242 et suivants du code civil ? Bien sûr que non. Ils sont libres, mais pas responsables. Je suis réac : cette «liberté»- là, je la combattrai jusqu'à mon dernier jour, car elle est de l'ordre de la «loi du plus fort» plus que de la justice. Si je partage certaines des motivations de ces gilets jaunes, je condamne sans réserve leur mode d'action, et je crois que l'évacuation des péages et rond-points qu'ils occupent est une responsabilité incontournable de nos élites dirigeantes, responsabilité qu'elles n'assument pas..

Médiocratie (ou Médiacratie ?)

Notre régime politique n'est plus vraiment une démocratie. Dans une démocratie, le pouvoir est confié au Peuple. Bien évidemment il n'est pas possible de demander au Peuple son avis sur les dizaines de décisions, y compris techniques, que doit prendre chaque responsable politique au quotidien. C'est pourquoi nos ancêtres l'ont choisi ainsi : nous devrions être en démocratie représentative. Une personne ou un parti se présente aux élections et explique ses convictions sur un certain nombre de sujets clivants. Le Peuple désigne ses représentants, décideurs potentiels, sur cette base.

Mais pour désigner ses représentants, le peuple doit être honnêtement et exhaustivement informé des positions de chacun des prétendants.

Aujourd'hui, par l'existence de médias de masse, et de par la place excessive de certaines sensibilités politiques dans ces médias, la personne ou le parti n'a plus droit à la parole que dans la courte période électorale qui précède chaque élection. Le reste du temps, c'est à dire durant quelques centaines de semaines entre chaque quinzaine de jours de période électorale, c'est la médiocratie, le pouvoir des médias, qui assène ses vérités, qui diffuse sa propagande à grande échelle, qui sélectionne les prises de position des

uns et des autres en fonction de ses buts inavoués.

Ainsi, un fort pouvoir de propagande est tombé dans les mains, non de personnes -les élus- qui devront assumer leur choix, mais d'irresponsables, au sens où ils n'auront pas à assumer les conséquences de leur communication. Ils se contentent de critiquer, de dire où est le bien et le mal (à leurs yeux), mais n'auront jamais à mouiller la chemise pour résoudre des problèmes qui se posent au Peuple au quotidien. De manière générale, les médias du «service public» tapent sur tous les responsables qui assument leurs décisions, et ces médias donnent une tribune excessive à tous les «opposants», les «contestataires», les «indignés», les «lanceurs d'alerte». Pour eux, mieux vaut «s'indigner» que chercher une solution concrète aux problèmes. Travailler, aller au fond des choses pour identifier les problèmes et chercher des solutions pertinentes et opportunes est devenu un délit passible de l'opprobre de nos faiseurs d'opinion. Ainsi, la médiocrité des lâches et des incompetents prend le pouvoir aux dépens de la compétence et du courage. C'est ce que j'appelle la médiocratie, le pouvoir des médias et des médiocres. Elle est l'une des maladies les plus profondes et les plus pérennes de notre époque.

Je suis perçu comme un réac, car je méprise cette attitude irresponsable.

Les organes de presse qui n'entrent pas dans ce jeu lamentable sont souvent qualifiés «de droite». Je suis donc de droite ?

Militantisme politique

Avant d'aborder le sujet, une petite précaution oratoire, que je vais illustrer avec mon «militantisme» écologiste :

Il est sain se battre pour une cause que l'on croit bonne pour l'humanité, pour la planète. Je ne critique pas ce militantisme-là. J'ai milité en mon temps pour des actions écologiques ; à 19 ans, alors que je soutenais Greenpeace par l'achat d'enveloppes et de papier à lettre illustrés d'une baleine, je j'achetais le «Sauvage», revue écologiste plus modérée que son nom ne le laisse croire. Et j'ai agi, à mon petit niveau. J'ai obtenu un rendez-vous avec un adjoint au Maire de ma «ville» pour essayer de le convaincre d'organiser un ramassage sélectif des ordures ménagères, puis un «ferrailleur» pour essayer d'imaginer des «circuits courts» permettant le recyclage de certains déchets. Je ne sais pas si ces rencontres ont été fructueuses, mes études m'ayant rapidement éloigné de la Région de mon enfance. Mais j'ai fait de mon mieux avec mes faibles moyens.

Militer est une bonne chose et pour que l'action soit efficace, il est naturel que des mouvements se créent : mouvements politiques, écologiques, culturels, permettant de fédérer des militants autour d'une même cause et de renforcer l'efficacité de leur action. J'ai ainsi participé à des actions concrètes au sein de la SEPANSO, mouvement écologique présent à Pau lorsque j'y étais étudiant.

Le militantisme que je critique ici est tout autre.

Que signifie aujourd'hui être militant, en politique ? J'observe aujourd'hui les militants de tous bords et leur attitude me déplaît profondément. Car dès lors qu'ils acceptent une parcelle de mensonge, une once d'aveuglement, leur militantisme devient dangereux.

J'apprécie pourtant l'engagement, la sincérité, de ces gens qui se démènent pour une cause, même quand cette cause me déplaît. Le camarade «Quinta», quand j'étais au lycée, était à l'image même, peut être à l'origine, de ma vision négative du militantisme. Aussi radicalement communiste que j'étais «de droite» (à ses yeux) passionné, engagé corps et âme dans son combat. J'avais de l'estime pour lui et pour sa flamme. Mais en revanche, il était peu attaché à la vérité, lorsqu'elle allait contre ses «arguments», contre la doxa du Parti. Comme mon père l'avait entendu de la bouche de son chef, du temps de son engagement communiste dans les FTPF puis des procès de Moscou, il pensait probablement : «la vérité est un luxe bourgeois».

Leur raisonnement est simpliste et radical : celui qui détient la Vérité n'a pas besoin d'écouter les opposants. Il ne peut que les convaincre ou les détruire. Puisque les militants se voient comme des gens bien, leurs opposants sont méprisables. Ce principe semble être à la base du militantisme politique, et je le refuse. Au nom de leur vérité, le mensonge est un outil comme un autre pour faire progresser leur cause.

Exemple : aujourd'hui, un député socialiste a osé dire que l'URSS était l'ennemi du communisme, que le goulag était destiné aux communistes. Cela fait encore rigoler une majorité de ses auditeurs, car la majorité des adultes a connu la chute du mur. Mais la méthode n'est pas nouvelle. Le mensonge répété inlassablement deviendra demain vérité idéologique, sujet tabou. Les communistes français (ceux du PC comme ceux de la LCR) nous y ont habitués depuis longtemps ; et ça marche. Laissez moi citer d'autres exemples de mensonges transformés en réalités, ou de réalités occultées, devenues taboues par l'action de militants engagés.

Qui se souvient que la France démocratique a été en guerre contre l'Armée rouge au début des années 40, aux côtés des Polonais, avant que l'Armée rouge ne tourne sa veste et entre en guerre contre l'Allemagne ? Qui osera rappeler que le Parti Communiste Français de Maurice Thorez a appelé à la désertion, au sabotage des industries d'armement, à la solidarité avec les nazis, alors alliés de la Russie communiste (lors du pacte Ribbentrop-Molotov) ?

Qui osera dire que les gens de droite étaient aussi nombreux dans la Résistance que les gens de gauche ? Cette vérité historique a été remplacée par le mythe idéologique du «Parti des 75 000 Fusillés», alors que, selon Jean-Pierre Besse et Thomas Pouty , il y a eu moins de 5000 Français fusillés par les Allemands en France.

Qui osera dire que Jacques Doriot, le fondateur de la LVF⁶ nazie était l'ancien secrétaire du Parti Communiste de Seine-Saint-Denis ?

Qui rappellera que Georges Bidault, tête pensante de l'OAS, était un héros de la Résistance, successeur de Jean Moulin à la tête du Conseil National de la Résistance ?

Hitler, homme de droite ? Sa politique intérieure, dirigiste, était bien plus proche d'une politique socialiste que d'une politique de droite ! Encadrement de la jeunesse pour la faire adhérer aux règles collectives, dirigisme économique : idées de droite ? La réalité historique est que le parti National Socialiste est effectivement nationaliste (idée de droite, dans la mesure où elle s'oppose à l'internationale socialiste, mais idée historiquement bien partagée entre droite et gauche) ET socialiste (de gauche). Les germanophones savent très bien qu'en allemand, Socialisme National se dit National-Socialism (Nazi). En inversant les termes («national-socialisme») par rapport à une traduction honnête (Socialisme National) et en préférant parler de «nazisme» que de «socialisme national», on a cherché à occulter le fait que le parti Nazi était à la base un Parti socialiste et non un parti de droite. National car refusant l'embrigadement dans l'internationale socialiste, mais socialiste. *«Combien de fois en Allemagne, en 1932, un communiste et un nazi, discutant dans la rue, ont été frappés de vertige mental en constatant qu'ils étaient d'accord sur tous les points»* (Simone Weil, cité par F.O. Giesbert dans le Schmock).

Qui osera rappeler que le «parti de la résistance» a osé mettre à sa tête dans les années 70, un homme qui n'a pas eu le courage de refuser le STO, qui a travaillé chez un fabricant d'avions nazis, Messerschmitt et participé ainsi à l'effort de guerre Allemand ?

Qui me croira si je vous dis que Mussolini, père du Fascisme, était marxiste-léniniste et que la plupart des membres du parti fasciste italien étaient d'extrême-gauche ? Pourtant, loin de toute idéologie, un marxiste, Kurzio Malaparte l'écrivait en 1925, peu de temps après la prise de pouvoir par Mussolini (voir ci-avant l'entrée «Fasciste»)

Le pape Pie XII, pape de Hitler ? Ce pape engagé contre le nazisme a exprimé «mit brennender Sorge» , avec une «inquiétude brûlante» son opposition aux lois raciales, alors même qu'il mettait par cette action son clergé en danger. Les prêtres allemands ont souffert de cet engagement, malgré sa prudence. Son engagement silencieux auprès des Juifs a été reconnu par les autorités juives, y compris par Golda Meïr. Mais voilà, ce pape était opposé à tous les extrémismes, il était donc aussi anticommuniste. Cet anticommunisme était impardonnable, et les milieux intellectuels européens de gauche ont tout fait pour salir sa mémoire.

La plupart des gens qui me liront croiront que j'invente. Peut-être le croyez-vous, vous qui me lisez aujourd'hui. Mais vous pouvez tous vérifier la réalité de ces faits-là. Car il n'y a dans les exemples ci-dessus que des faits, aucune opinion. Et cela vous semble peut-être incroyable car la propagande a fonctionné à plein régime pour nous faire gober les mensonges propagés par les militants de la bien-pensance marxiste.

⁶ Légion des Volontaires Français contre le Bolchevisme, qui s'est battue à l'est au côté des troupes Allemandes dès 1941.

Pour moi, le débat politique, ça devrait être le partage des connaissances, la confrontation bienveillante des idées, la recherche de l'accord aussi improbable soit-il... Mais le débat politique est impossible avec la plupart des militants. Alors, face aux militants les plus obtus, je réagis. Ma réaction me fait classer parmi les réactionnaires.

Nationalisme

Selon Charles De Gaulle, «le patriotisme, c'est aimer son pays. Le nationalisme, c'est détester celui des autres». Question de définition. Les vrais gaullistes verront ici que ce que j'appelle nationalisme, c'est ce que De Gaulle appelait patriotisme. Mais en bon «Réac», je préfère le mot nationalisme, plus clivant, même si la notion de patriotisme ne me dérange nullement.

Notre vie s'inscrit dans un ensemble de référentiels concentriques.

Je suis. Avec mes quelques qualités et mes nombreux défauts, je ne peux vivre sereinement sans un minimum d'estime de moi-même.

Je suis fils de mes parents, je suis père de mes enfants. Je suis le mari de mon épouse. Ces trois niveaux qui n'en font qu'un, ma famille, sont un roc sur lequel je m'appuie, qui me motive pour avancer quand ma vie semble dure ou insipide. «Ils» sont là, près de moi, au moins par le cœur. Je me dois à «eux».

Je suis habitant de mon village. Tous ces gens qui me sont proches géographiquement sont très différents. Les uns sont laïcards obtus, d'autres grenouilles de bénitier, et entre les deux, toutes les sensibilités existent. Ils couvrent un large spectre qui va de l'extrême-droite à l'extrême-gauche. Quelques-uns, plutôt nombreux, sont engagés dans la vie associative, comme je le suis moi-même. D'autres se plaignent de ce «village dortoir» qu'ils ne cherchent pas à réveiller. Pourtant nous cohabitons sereinement, nous nous rencontrons au Café Associatif, nous travaillons ensemble sur des projets locaux, au sein de diverses associations. J'aime mon village et ses habitants, même si je n'en connais qu'une partie.

J'aime le département de la Savoie, avec sa culture et son identité forte, bien perceptible dans mon village, et que je retrouve pour l'essentiel de Tignes à Yenne, de Montmélian à Ugine. J'aime le caractère bulldozer et joyeux de ses habitants.

Je vis dans la Région Rhône-Alpes. Cette région charnière du sillon rhodanien possède une base culturelle commune, avec un forte influence méditerranéenne tempérée par la présence de rudes montagnards des Alpes et du massif central. Je retrouve en Savoie des traces de ma culture natale, ardéchoise. J'aime ma région, elle a une histoire, une unité.

J'aime la France, le pays de la première déclaration des droits de l'homme, le pays de la Résistance au Nazisme. Je n'oublie pas qu'elle est aussi le pays de la Terreur et de la Collaboration. Mais c'est mon pays, c'est d'abord dans son cadre que je me sens amené à participer au débat politique. Il est, à mes yeux, l'échelon pertinent de la décision qui me concerne sur le plan international. Sous réserve d'avoir un vrai président, et non un xénon (voir cette entrée) ou un flamby inconsistant, sa voix est écoutée dans le monde entier, bien au-delà de sa représentativité démographique. Ses contempteurs français l'oublient trop souvent.

J'aime l'Europe. Dès l'âge de quinze ans, je militais pour l'Europe, alors que ce n'était pas à la mode. Et je n'oublie pas que les jeunes de gauche que je côtoyais alors s'opposaient à la construction européenne sous prétexte qu'elle était portée, en France, par un centriste donc, à leurs yeux, un homme de droite, le Président Giscard-d'Estaing. Certains de ceux qui me traiteraient aujourd'hui d'euroceptique étaient à l'époque en face de moi, contre la construction européenne. Je n'ai jamais cessé de me dire pro-européen, jusqu'à ce que la lecture des désastreux accords de Maastricht me ramène les pieds sur Terre.

J'aime le monde occidental, né de la diffusion de la culture (orientale) juive à travers le Christianisme dans une société (nordique) païenne construite sur le respect de la force. Même dans les périodes les plus sombres du moyen-âge, le monde occidental était en avance sur son voisinage en matière de respect de l'humain. Il y a eu peu d'exemples dans le monde où, même dans la pire des guerres, les hommes d'armes respectaient la «trêve de Dieu» ; où chaque seigneur, aussi tyrannique fut-il, se sentait responsable de son peuple, à l'image du berger responsable du bien-être de ses brebis. Cette culture-là a pourtant dominé notre monde occidental pendant une quinzaine de siècles. Elle a laissé des traces profondes et positives, y

compris dans les discours des laïcards antiroyalistes les plus obtus.

J'aime l'humanité. Il est étrange que, dans la nature, un animal soit totalement sorti du lot, jusqu'à dominer l'ensemble de la nature, à lui imposer ses volontés, à en réguler les mécanismes. L'Homme n'est pas seulement le destructeur que nous présentent quelques «antispécistes». Depuis qu'il laisse la trace écrite de sa vie, nous voyons qu'il s'inquiète de la nature, qu'il protège des animaux en échange de leurs services. Il protège et entretient ce qu'il considère comme son domaine : la planète Terre. Certes il est un peu trop interventioniste, maladroit et ne prend conscience de ses erreurs que lorsque les conséquences en deviennent visibles. Mais il prend conscience de ses erreurs, il cherche à les corriger pour gérer son domaine au mieux. Cela était vrai des Français qui envahissaient l'Amérique du Nord, alors que Vauban faisait planter des forêts pour compenser les vastes coupes nécessaires à la construction des navires de Sa Majesté. Cela était vrai des «Peaux-rouges» qui voyaient dans chaque élément de la Nature un être à part entière qu'ils devaient respecter. Cela est vrai du Boshiman qui s'excuse, auprès de son gibier, de l'avoir tué pour nourrir sa famille. Non, malgré les abus de certains, l'homme n'est pas le malfaisant qu'on se complaît à décrire. L'homme le plus raciste et xénophobe est bien plus accueillant pour l'étranger que mes abeilles, qui n'hésitent pas à massacrer la congénère de la ruche d'à côté qui, trompée par le vent ou la consommation de néonicotinoïde, a fait un écart d'un mètre sur la gauche.

J'aime notre planète et ses habitants, qu'ils soient végétaux ou animaux, virus, vers de terre, humains, guêpes, crocodiles ou éléphants. La protection des uns implique souvent la mort d'une partie des autres. Pour sauver le buis, en voie de disparition dans notre belle Savoie, il faut bien limiter la propagation de la pyrale et détruire des milliers de jolis papillons aux fines ailes blanches liserées de noir. Nous pouvons aussi laisser faire et accepter que le buis disparaisse de nos régions. Je préfère que nous continuions d'agir sur la Pyrale. Mais je comprends que certains puissent préférer l'inverse : laisser la pyrale détruire le buis, et mourir ensuite de la disparition de son milieu naturel. Il restera probablement quelques pieds de buis plus résistants que les autres et quelques pyrales moins voraces pour repartir sur des bases plus saines.

Famille, village, région, pays, Europe, monde... Chacun de ces cercles concentriques a de l'importance à mes yeux. Au niveau des relations humaines, le plus important est mon village ; au niveau de l'action politique, je m'attache à mon pays : je suis donc nationaliste et vous allez donc me traiter de réac.

Le nationalisme n'est pas le repli sur soi, c'est la prise en compte d'une réalité : la démocratie s'exerce dans un cadre qu'on se doit de définir clairement. Au sein de ce cadre, il y a des subdivisions. Dans l'autre sens, ce cadre interfère avec le monde extérieur.

Ce cadre doit posséder une certaine force pour que ses interférences avec le monde extérieur puissent se réaliser sans heurt. Ce cadre sera respecté pour ses valeurs par ceux qui partagent des valeurs similaires ; mais il sera respecté pour sa force par ceux qui combattent ces mêmes valeurs.

Pour illustrer ceci, le monde occidental respecte l'héritage de la France, historiquement l'une des premières démocraties du monde post-romain ; à l'inverse, de nombreux pays que je ne citerai pas pour éviter des polémiques inutiles considèrent la démocratie comme une maladie à l'opposée de leur culture. Ils respectent la France pour sa capacité de frappe militaire. Il ne la respecte pas pour ses valeurs mais pour sa force.

La démocratie s'exerce donc dans un cadre particulier qui se doit d'être solide. Quel peut être ce cadre ? J'aimerais bien que ce soit l'Europe. Il y a plus de quarante ans que j'en rêve. Mais l'Europe, à ce jour, a fait preuve de faiblesse coupable au niveau de la défense de ses valeurs comme au niveau de sa capacité de défense territoriale.

Je n'épiloguerai pas sur ses capacités militaires, caractérisées par un savant mélange d'impuissance politique, d'immobilisme et de non-investissement matériel.

Beaucoup se gargarisent de ses «valeurs» et, au lieu de regarder honnêtement une réalité qui leur déplaît, considèrent par exemple qu'en 2018 la Hongrie, la Pologne, l'Autriche trahissent ces valeurs... La principale valeur commune à toute l'Europe, c'est le christianisme, que nos grands penseurs veulent passer sous silence. Ils n'ont pas voulu inscrire les racines chrétiennes de l'Europe dans les textes fondateurs, mais aujourd'hui, ils ne savent plus ce qu'il y a de commun entre l'Autriche de Sebastian Jurz, la Pologne de d'Andrzej Duda, et la France d'Emmanuel Macron. Je le répète : le principal point commun c'est le Christianisme. Historiquement, je n'en vois pas d'autres. En Europe, même là où les droits de l'homme restaient une idée lointaine, le Souverain chrétien avait le respect de son peuple. Au nom de D*ieu.

A l'inverse, il existe un grand nombre de valeurs largement acceptées au sein de notre Etat-Nation : la démocratie, le souhait d'un état investi, incarné par un chef emblématique, la méfiance face aux dogmes, qu'il s'agisse du socialo-communisme ou du libéralisme-capitalisme débridé. Les Français aiment que l'Etat soit interventionniste, mais n'aiment pas qu'il soit omniprésent.

Les Français, dans leur ensemble, aiment le débat politique, et la Nation française est le lieu principal de leurs débats. Ils ne semblent guère passionnés par d'éventuels débats à l'échelle européenne. Ils regardent souvent les enjeux européens à travers le filtre de leur vision franco-française de la politique.

Je suis nationaliste donc réac car je crois qu'aujourd'hui, seule la Nation permet aux Français de débattre librement et efficacement des choix qui nous concernent, tout en nous protégeant contre toute menace extérieure, qu'elle soit militaire, culturelle ou démographique.

Obscurantisme

Certains ont beaucoup reproché à l'Eglise son «obscurantisme», en particulier à propos de Galilée. Mais qu'entendent-ils par ce terme ?

Selon mon vieux dictionnaire Larousse, l'obscurantisme est l'opposition à l'instruction, à la raison, au progrès.

L'Eglise opposée à l'instruction ? Difficile de justifier que cette accusation lui soit appliquée. C'est bien souvent elle qui a pris l'initiative de l'instruction du peuple, longtemps avant Jules Ferry.

Opposée à la raison ? la raison est un terme assez généraliste, mais quand l'Eglise appelle à la tempérance, à l'attention aux autres, s'oppose-t-elle vraiment à la raison ?

Opposée au progrès ? Tout-au-plus pourrait-on relever que l'Eglise, en se voulant pôle de stabilité dans un monde changeant peut, effectivement, s'opposer à certaines évolutions qu'elle ne perçoit pas comme des «progrès» mais que d'autres jugent motivées par la raison.

Parlons rapidement de la condamnation de Galilée. Nous avons une vision anachronique cette affaire. Anachronique car Galilée n'a pas été condamné pour avoir réfuté le modèle géocentrique, mais pour l'avoir fait sans en apporter une démonstration solide. Avant lui, Copernic n'a pas été condamné. A peine quelques dizaines d'années après lui, les travaux de Tycho-Brahe puis de Kepler permettaient l'expression de la révolution copernicienne sans condamnation car ils y apportaient une justification raisonnée.

L'obscurantisme me semble plus précisément le fait de faire passer sa conviction, sa foi, devant la réalité incontestable. Oui, il y a eu un tel obscurantisme, parfois, dans l'Eglise catholique, mais cet obscurantisme appartient au passé. En revanche, l'obscurantisme moderne est porté par une certaine forme d'écologisme.

Quand des journalistes, voire des «scientifiques» disent que la voiture électrique, ou pire encore la voiture à hydrogène, serait moins polluante que la voiture diesel, c'est de l'obscurantisme. Tous les ingénieurs qui ont étudié le sujet savent que c'est faux. L'ADEME elle-même a écrit, en 2018, que dans le contexte de 2018, la voiture électrique n'était généralement pas moins polluante que la voiture à combustion thermique (essence, diesel). Et si on veut remplacer rapidement l'essence et le diesel par l'hydrogène, ce sera pire. (voir l'entrée «voiture propre»).

Quand certains nous assènent qu'il y a aujourd'hui des îles menacées de submersion à cause du réchauffement climatique, c'est de l'obscurantisme. La montée du niveau des eaux océaniques (trente centimètres en deux siècles, soit un centimètre tous les sept ans) n'a d'influence que là où personne n'aurait jamais imaginé de construire. Car depuis toujours, on ne construit jamais un logement à seulement un ou deux mètres au dessus du niveau de la mer à marée haute. Il y a toujours eu des tempêtes, avec des amplitudes qu'on peut qualifier de décennales, centennales, tricentennales par exemple et chacun sait bien que lors de ces tempêtes les zones les plus basses sont inondées. C'est généralement l'irresponsabilité de certains qui pousse à construire là où nos ancêtres n'auraient jamais osé construire. C'est cette irresponsabilité qui est la cause des problèmes de submersions marines plus que la hausse de trente centimètres du niveau des mers.

Concernant le Pacifique, dès 1918, le géologue W.M. Davis démontrait par l'observation que de nombreuses îles se trouvaient sur des sols ayant une tendance naturelle à l'affaissement. Il écrit ainsi, à propos d'un document antérieur concernant Tahiti *«L'attention y était particulièrement attirée sur le fait que l'existence de vallées en partie submergées, le long des côtes bordées de récifs, prouve de façon manifeste qu'il y a eu affaissement»*.

Ce phénomène est aujourd'hui expliqué : Les îles de Polynésie sont nées de points chauds, immobiles, créant du volcanisme donc des îles, sous une plaque océanique qui se déplace. En s'éloignant de la dorsale qui lui a donné naissance, la plaque *«refroidit, sa densité augmente et elle s'enfonce progressivement entraînant avec elle les îles volcaniques»* (source : tahitileblog.fr). Ce phénomène, associé à l'érosion, explique que les îles les plus éloignées du point chaud et donc les plus anciennes sont les plus basses.

Dans ma jeunesse, j'avais entendu parler de ces affaissements naturels des îles «coralliennes» -*pardonnez moi ce qualificatif impropre, entendu alors-* bien antérieurs au réchauffement climatique présent, et dont les scientifiques savaient déjà, il y a plus de quarante ans, qu'il aurait des conséquences visibles pour certaines d'entre elles. Aujourd'hui, si le niveau moyen d'une île baisse de quelques décimètres, nos écolos oublient la réalité scientifique et ils nous parlent de la hausse du niveau des mers due au réchauffement climatique : c'est clairement de l'obscurantisme.

En revanche, bien que réac, je tiens à rappeler que l'acidification des océans -très relative puisque les océans sont encore basiques pour quelques millénaires- peut, à long terme, accélérer cet affaissement au niveau du récif corallien. Mais nous n'en sommes pas encore là !

Palestine, Palestiniens

Essayons en quelques lignes de résumer l'histoire récente des «Palestiniens». Pour simplifier mon propos, j'appellerai Palestiniens les habitants musulmans situés entre le Jourdain et la Méditerranée, bien que la réalité soit nettement plus complexe.

Plus complexe car il y a aussi des Chrétiens et les Druzes. Plus complexe car, en réalité, le territoire ottoman de «Palestine» recouvrait à peu près les limites actuels d'Israël et de Jordanie. Le mot Palestine, comme le mot Philistin, est dérivé d'un mot hébreux signifiant «étranger», étranger au peuple hébreu et vivant sur la Terre d'Israël. C'est l'Empereur Adrien qui, après avoir éparpillé les Juifs à travers l'Empire, imposa en l'an 135 ce nouveau nom à la terre d'Israël.

Après la guerre de 14, sur les ruines de l'empire ottoman, la Société des Nations a donné aux Britanniques mandat pour la création d'un «Royaume de Transjordanie» et d'un «Foyer National juif», idée confortée au sein même du Royaume Uni par la «déclaration Balfour».

Dès lors, les Palestiniens situés à l'est du Jourdain étaient tout naturellement les habitants de Transjordanie. Ils sont aujourd'hui habitants de Jordanie. Les musulmans situés à l'ouest étaient simplement sous mandat britannique, sans appartenance nationale reconnue. Ils étaient cependant issus d'une même culture, d'une société bédouine dans laquelle la notion d'état n'était guère présente. Cette situation inconfortable s'est prolongée jusqu'à la création de la Transjordanie, en 1946, puis d'Israël en 1948.

Les limites de l'état d'Israël à sa création étaient assez différentes de ce qu'elles furent après quelques mois : à l'issue de la première guerre Israëlo-arabe, la Transjordanie a annexé la Cisjordanie, qui à sa création ne lui appartenait pas encore. Le royaume de Transjordanie s'est alors rebaptisé «Jordanie». De même, quelques territoires attribués aux Arabes ont été annexés par Israël à la fin de cette guerre. Les gens qui parlent du «retour aux frontières d'origine» parlent en réalité du retour sur la ligne de cessez-le-feu de 1948. La bande de Gaza s'est alors retrouvée enclavée, séparée du reste des Palestiniens.

Les Palestiniens de Cisjordanie avaient assez facilement accepté l'annexion de leurs territoires par le roi de Jordanie (janvier 1949) et de nombreux réfugiés rejoindront la Jordanie dès 1948.

En 1968, la Guerre des Six-Jours a permis à Israël de récupérer les territoires de Cisjordanie et la ville de Jérusalem, capitale historique du peuple juif. Je sais que cette expression de «capitale du Peuple juif» fait grincer des dents, mais c'est une réalité : voir l'entrée «Israël». Suite à la Guerre des six jours, de nombreux Palestiniens se réfugièrent en Jordanie, où ils mettront en place des structures nouvelles (le Fatah, l'OLP) qui représenteront rapidement une menace pour le jeune roi Hussein de Jordanie. En effet, ces mouvements refusaient toute idée de paix et de négociation avec l'Etat juif, alors que le Roi s'engageait dans le plan Rogers destiné à obtenir cette paix. Après plusieurs tentatives visant à éliminer le Roi, ces mouvements seront réprimés sans la moindre faiblesse en septembre 1970, période désignée généralement par les

Palestiniens sous l'expression «septembre noir».

Ainsi, les Palestiniens qui auraient pu se reconnaître dans le royaume de Jordanie et bénéficier de son appui pour négocier leur condition, leur retour dans leurs maisons, se sont retrouvés apatrides, rejetés par tous, y compris par les pays arabes voisins. L'OLP est le principal responsable de cet état de fait déplorable. Gardons cela à l'esprit, **l'OLP est le premier responsable du maintien de trop nombreux Palestiniens dans des camps de réfugiés.**

Cette situation est insurmontable. Il y a d'un côté un peuple éclaté, les Palestiniens, qui ne peuvent plus imaginer s'intégrer à la famille qui les a rejetés (le royaume hachémite), n'ont plus aucune chance d'avoir un territoire d'un seul tenant, avec la bande de Gaza séparée de la Cisjordanie par des villages Israéliens installés là depuis la fin de la guerre de 1948. Aux yeux de certains, il ne reste qu'une solution : la création d'un nouvel état : la Palestine. Le sujet est sur la table depuis les accords d'Oslo, mais le projet n'avance guère. Les luttes entre Palestiniens, le terrorisme qui pousse Israël à une intransigeance croissante sont des obstacles qui semblent aujourd'hui insurmontables. La configuration géographique de ces structures ennemies imbriquées est une réalité qu'on ne peut pas occulter, et cet éventuel état palestinien ne peut exister d'un seul tenant qu'au prix de découpages douloureux, dont personne ne veut aujourd'hui.

J'aimerais bien dire : «voilà la solution», mais bien évidemment le réac n'y croit pas. Il n'y a pas de solution sur le court terme. Je crois plus à une solution sur le très long terme, mais ce sera difficile. (Voir l'entrée «Water Economic Community»). Seule une paix durable permettrait un jour l'existence d'un état palestinien digne de ce nom. Ni le Fatah ni le Hamas ne semblent prêts à accepter cette paix.

Protection sociale

La protection sociale est un merveilleux acquis de notre république. Aujourd'hui, se faire licencier reste un problème lourd à vivre, je l'ai vécu, mais ce n'est plus un drame. Les revenus baissent, mais la victime du licenciement garde un revenu. De même pour la maladie.

Mais la protection sociale, parce qu'elle va trop loin, va à l'encontre des intérêts de ceux qu'elle doit défendre. Les exemples sont nombreux, je n'en donnerai que quelques-uns.

Premier exemple : la protection des salariés. Je cherche un travail dans mes capacités d'ingénieur depuis plus de quinze ans. J'entends souvent que l'on manque d'ingénieurs en France. Mais je suis «trop vieux» depuis déjà dix ans. Les «conventions collectives» de mes employeurs potentiels les obligent, s'ils m'embauchent, à me payer cher. A cause de mon âge, ils ne pourront pas me licencier s'il s'avère que je suis incapable d'assumer la responsabilité qui m'est confiée. Ainsi, parce qu'on protège trop les salariés contre les salaires insuffisants, contre les licenciements abusifs, contre la gérontophobie de quelques rares patrons, on ferme la porte à des milliers de chômeurs qui seraient ravis de travailler, même en contrat précaire, même pour un salaire en dessous de la moyenne, afin de retourner sur le chemin de l'emploi ! Je suis dans cette situation depuis trop longtemps pour accepter que cela continue sans crier mon désaccord.

Deuxième exemple : la protection des locataires. Il est légitime de protéger les locataires contre les propriétaires indélicats. En revanche, la loi ne protège nullement les propriétaires contre les locataires indélicats. Et certains s'étonnent que les logements à louer deviennent de plus en plus rares, et de plus en plus chers. Un propriétaire paye des charges : coût de son investissement, charge de copropriété (éclairage et chauffage des parties communes, entretien du gros œuvre, de la toiture). Le propriétaire ne peut pas exiger un loyer trop élevé, sinon les locataires potentiels préféreront investir dans leur propre logement qu'en louer un. C'est ce qui est arrivé dans les années 80, lorsque le gouvernement de M. Mitterrand avait mis en place des fortes protections pour les locataires, les «lois Quillot» : je connais pas mal de personnes qui avaient renoncé à prendre en location un improbable et cher logement étudiant pour leur enfant et qui avaient préféré investir en achetant ce logement. Elles pouvaient le faire. Ceux qui ne le pouvaient pas se sont parfois rabattus vers des taudis repoussants. Cherchant à mon tour un logement en 1983, j'ai découvert à quel point les propriétaires étaient devenus frileux, et combien les logements locatifs étaient devenus rares et chers. Vers 2008, mon fils a ainsi dû se rabattre sur une chambre de moins de 7 m², sans

fenêtre, dans une colocation.

Il existe des gens qui ont de l'argent à placer. Pourquoi placeraient-ils dans l'investissement locatif, alors que ce placement, par nature peu rentable, est devenu un placement à risque ? En surprotégeant les locataires, la loi interdit aux plus faibles l'accès au parc locatif. Est-ce vraiment ce que vise la collectivité ?

Troisième exemple : les arrêts de travail. Il est légitime que la solidarité nationale s'exprime par le soutien aux personnes obligées de quitter temporairement leur poste de travail pour une raison de santé. Mais un tel bénéfice attire les convoitises. Un salarié de notre région m'a clairement dit «Mme X est insupportable, je vais me mettre en arrêt maladie». Je n'invente rien, : «**je** vais me mettre en arrêt maladie». Et certains médecins, pas rares du tout, rentrent dans leur jeu. Qu'avons nous mis en place pour lutter contre ces abus qui plombent les entreprises et retombent donc sur leurs salariés plus consciencieux ? Dès qu'un gouvernement propose une mesure dans le bon sens, les syndicats et la médiocratie médiatique (voir l'entrée Médiocratie) crient haro sur le baudet. Il est urgent de mettre en place des mesures très incitatives : par exemple trois jours de carence pour tous, justifications de l'arrêt maladie par une cause médicale clairement identifiée, transmise à un organisme de contrôle qui effectuerait des vérifications ponctuelles et exigerait le remboursement par le patient **et par le médecin** des sommes indues. Je vous l'avais dit : je suis «Réac» !

Publicité

Beaucoup voudraient nous faire croire que, grâce à la publicité, nous bénéficions de la gratuité : journaux gratuits, bas prix de la presse nationale... La publicité financerait à bon compte un certain nombre de services.

«La publicité aide à faire vivre ce site. En continuant votre navigation sur notre site, des partenaires que nous avons choisis peuvent déposer des cookies et accéder à des informations non sensibles sur votre appareil, pour afficher de la publicité et des contenus personnalisés.» : Je m'en fous ! je préfère payer le vrai prix de l'information que me faire envahir par des pub de couches-culottes, moi qui n'en ai pas encore besoin.

La gratuité nous coûte cher ! Au lieu de payer un journal prix coûtant, nous le payons moins cher grâce à la publicité. Comprenez vous vraiment ce que cela signifie ?

Certains lisent l'Obs pour pas cher, grâce à la publicité de l'entreprise Picard -là, je fais de la pub gratuite ! Si M. Picard veut me rémunérer là-dessus, je l'accepte- et de tant d'autres annonceurs. Cela signifie que tous les consommateurs des produits Picards payent une partie du fonctionnement de l'Obs, même ceux qui se refusent à acheter ce journal à cause de sa ligne éditoriale franchement de gauche. Je n'achèterai plus de produit Picard.

A force de refuser de payer le vrai prix des choses, nous en arrivons à ne plus savoir où va l'argent que nous dépensons. Je préférerais nettement que les journaux soient vendus à leur vrai prix, et que je paye chaque dépense à son juste prix. Je préférerais être sûr que l'argent de mes achats va dans les poches des salariés du producteur plutôt que dans celles d'un journal dont je désapprouve la ligne éditoriale.

Autre exemple pour faire comprendre ceci à des gens plus à gauche : je lis Valeur Actuelles pour pas cher, grâce aux publicités que vous tous financez dans votre consommation de tous les jours. C'est vous qui, sans le savoir, payez la moitié ou les deux tiers de mon abonnement. Je vous en remercie, mais ça me choque. Je préférerais payer le vrai prix de mon abonnement, mais que, globalement, le coût de la vie ne soit pas grevé par le budget publicitaire des entreprises qui répondent à mes besoins quotidiens.

Certes la publicité est une bonne chose : quand il se crée un produit nouveau, une entreprise nouvelle, il est nécessaire de le faire savoir auprès de clients potentiels. J'ai moi-même fait appel à une agence de publicité pour tenter une création d'entreprise ; elle a fait du bon boulot. Quand une concurrence féroce démarre, il est utile de rappeler au consommateur ce qui fait la spécificité de chaque «produit».

Mais aujourd'hui, la publicité est devenue envahissante, dans les journaux, à la radio, sur la toile internet... Elle n'est plus l'association légitime d'un besoin entrepreneurial de se faire connaître et d'un souhait

journalistique de réduction des coûts de publication. La publicité semble être devenue le but premier, le contenu éditorial du support n'étant plus que le produit d'appel permettant d'imposer cette publicité. On en arrive à des quotidiens gratuits ! Progrès ? Qui se cache derrière cette gratuité ? Celui qui finance peut orienter la ligne éditoriale, ne l'oublions pas. La presse gratuite, c'est la fin de la liberté de la presse.

Mes premières colères de «réactionnaire» sont apparues très tôt dans mon adolescence quand, face à la montée rapide de ce phénomène, les chaînes de télévisions faisaient de la publicité pour leur publicité ! «*Ne soyez pas publiphobe*» nous assénait-elles aux heures de grande écoute, juste avant les deux minutes de publicité, rapidement passées à cinq et plus. Dès l'âge de quinze ans, face à la pauvreté globale des programmes de la télévision publique (la seule existante en 1975) et à l'envahissement de la publicité, j'ai arrêté de regarder la télévision sauf, quelques rares fois, quand un bon film passait aux «dossiers de l'écran» ou une pièce sympa «au Théâtre ce soir».

Racisme

En septembre 2013, notre premier ministre Manuel Valls rappelait une réalité : il y a en France des gens qui, une fois pour toute, ont décidé de s'installer chez nous et de ne pas s'intégrer. Cette prise de position d'un ministre de gauche a alors semé le trouble chez nos bien-pensants. Mais il n'avait pas tort.

Sans être immigré, je sais ce que signifie être "transplanté" dans une culture qui n'est pas la sienne. En Algérie comme en Inde, et même en Italie ou en Allemagne, j'ai bien senti que je ne pouvais pas me permettre de vivre "à la Française". En Allemagne, j'ai respecté les feux rouges pour piétons que je méprise en France. En Italie, j'ai accepté qu'un deux-roues qui ne dépasse pas les voitures soit dépassé par les voitures, même en ville. En Inde, pour mon deuxième voyage, je suis arrivé avec un sac vide de tout vêtement et je me suis habillé à l'indienne. En Algérie, j'ai respecté le mythe d'un FLN qui serait respectable et n'ai pas rappelé les massacres de villages entiers, femmes et enfants compris, destinés à pousser la population dans les bras de la rébellion, par la terreur.

Dans le Béarn hier, et en Savoie aujourd'hui, je me suis intéressé à la culture locale, j'ai participé activement aux fêtes et aux initiatives destinées à faire vivre cette culture. Tout cela est normal, "n'importe qui en aurait fait autant à ma place".

Eh bien non. Pas n'importe qui. Il y aura toujours des gens qui afficheront leur mépris, parfois même leur hostilité, envers la culture du pays qu'ils visitent, voire de celui dans lequel il s'installent. Il y a des nouveaux venus dans mon sympathique village savoyard pour demander que les cloches de l'Eglise ne sonnent plus, au nom d'une vision très étroite du laïcisme (la laïcité, c'est autre chose, c'est ouvert). Il y a aussi dans notre village rural des gens pour se plaindre du chant des coqs ou du son des clarines (les cloches de nos vaches). Tant qu'ils se limitent à ce genre de remarques déplaisantes, ce n'est pas trop grave. Nous les laissons aboyer et nous ne changeons rien.

Ce qui est beaucoup plus gênant, c'est quand des gens arrivent sur un territoire avec un préjugé agressif et la conviction que, les habitants de ce territoire étant nécessairement coupables ou inférieurs, eux, les arrivants, ont tous les droits envers les autochtones. Nos pères ont, à juste raison, dénoncé ce mauvais travers du colonialisme. Il n'est nul besoin d'accepter d'en être aujourd'hui victime.

Cette attitude, nous la retrouvons chez certains Nord-Africains, qui se permettent tous les excès, au nom des excès prétendument commis dans leur pays d'origine par nos ancêtres. Je ne stigmatise pas : j'observe une réalité déplaisante.

Ces gens-là nuisent d'abord à l'ensemble des Nord-Africains. Car ce sont les excès des uns qui alimentent le racisme envers les autres. Et quand je vois l'excellente éducation qu'ont reçue la plupart de mes anciens élèves musulmans, je regrette que les familles françaises ne soient que rarement à leur hauteur ! Mais ces jeunes-là souffrent du racisme, eux dont le comportement est pourtant exemplaire. C'est surtout pour eux que je voudrais que nous soyons soit intraitables avec ceux qui nous haïssent et nous le font savoir.

Cette attitude agressive, nous la retrouvons chez de nombreux Tziganes, Gitans, et Romanichels, pour qui le "Gadgeo" n'est qu'un personnage ridicule tout juste bon à se faire tondre par le facétieux et malin petit Gitan si sympathique. Cette attitude inacceptable, nous la retrouvons souvent chez ceux qui n'hésitent pas à exploiter leurs propres enfants pour se faire du fric illégalement.

A l'inverse, de nombreux "Gitans" ont fait le choix de l'intégration, et s'ils continuent à raconter à leurs enfants leurs histoires de malins petits gitans jouant des tours à ces balourds de gadgé, ils leur enseignent aussi le respect dû à tous, y compris aux gadgé. C'était le cas d'un ami, Jacques, surnommé «Joselito» ou José et de ses amis tziganes. J'aime leur culture, leur amour de la musique, leur joie de vivre, la fidélité de leur amitié autant que je méprise les voleurs de poules hautains et agressifs.

Face à l'attitude, osons le dire, anti-française, de certains qui se perçoivent et se revendiquent non-français malgré leur carte d'identité française et les avantages sociaux qui en résultent, comment voulez-vous qu'une population qui souffre du chômage, de la crise, de la violence urbaine, de la petite délinquance au quotidien, ne se sente pas agressée ? Et le simple fait que, pour éviter de «stigmatiser une population», «ne pas généraliser», les responsables politiques et médiatiques nient une réalité visible, ne peut que renforcer ce sentiment d'injustice qui pousse certains au racisme.

Pour lutter contre le racisme, il faut d'abord lutter contre toutes les formes de délinquance, contre les violences urbaines, il ne faut plus que la population ait l'occasion de faire le lien entre délinquance impunie et «Arabes», entre cambriolage et «Gitans». Tous les délinquants doivent être sanctionnés, quelle que soit leur origine culturelle.

Tant que nos juges ne l'auront pas compris, tant qu'ils cultiveront la culture de l'excuse, alors il y aura des racistes. Tant que nos politiques, au nom du refus de la «double peine» se refuseront à expulser les délinquants étrangers, alors il y aura des xénophobes.

Réac

Attention ! Il ne faut pas confondre «réac» et «fasciste» (voir l'entrée «fasciste»). Le fascisme est historiquement un mouvement de gauche. Je ne suis donc pas fasciste. Par dérision, et parce que certains me traitent de réac, je me dis «Réac». Et c'est ce caractère «réactionnaire» que je tente de faire émerger dans ce glossaire à travers un certain nombre de thèmes choisis.

En réalité, le «réac» n'existe pas. C'est comme l'allopathe, le goï ou le gadgeot, qui n'existent pas en soi mais seulement dans l'esprit de ceux qui les méprisent.

«Réactionnaire» est un mot inventé par des gens de gauche un peu plus obtus que la moyenne pour dénigrer ceux qui osent ne pas partager leurs convictions. Quand on ne peut pas opposer d'arguments solides à un «opposant» qui sait de quoi il parle, il est bien plus simple de le dénigrer. Lorsqu'il était encore homme politique, beaucoup ont traité Philippe de Villiers de «Réac» car il était très difficile de contrer ses arguments, ciselés, mis à l'épreuve d'une gestion économique et humaine exemplaire de son Puy-du-Fou et de son département de la Vendée. De même, des climatologues de haute volée comme Richard Lindzen⁷, John Christy⁸, Benoît Rittaud⁹, François Gervais¹⁰, Vincent Courtillot¹¹, Susan Crockford¹², Cohen ou Ribbes¹³ seront ainsi traités de «climatosceptiques» et de «Réac», de «vendus aux groupes de pression». Et bien évidemment les gens de droite les plus compétents seront traités de «Réac» et de «fascistes». Ce sont pourtant juste des gens qui ne pensent pas comme leurs opposants bien-pensants de la «médiocratie» (voir

⁷ R. Lindzen : Climatologue. Anciennement directeur du laboratoire de climatologie du Massachusetts Institute of Technology. L'un des climatologues les plus respectés au niveau mondial.

⁸ J. Christy : Climatologue, Directeur du Hearth System Science Center à l'Université d'Alabama

⁹ B. Rittaud : Mathématicien, Président de l'Association des Climato-réalistes

¹⁰ F. Gervais : Physicien, expert reviewer au GIEC

¹¹ V. Courtillot : Spécialiste du magnétisme terrestre, a mis en évidence le lien entre magnétisme solaire et climatologie

¹² S. Crockford : Spécialiste des ours polaires. Ose nous rappeler que la population des ours polaire continue à augmenter, à l'encontre de la croyance quasi religieuse en leur disparition prochaine..

¹³ Ribbes & Al : Spécialistes du Soleil, ont mis en évidence un lien statistiques entre les taches solaires et la température globale sur Terre.

cette entrée).

C'est un phénomène bien ancré dans notre présent : il est plus facile de créer un mot pour dénigrer que d'analyser une réalité. Exemples :

La médecine se décline sous différentes formes. L'homéopathie est une branche de la médecine, comme l'est l'ostéopathie. Certains médecins en pensent beaucoup de bien, d'autres pensent ne pas avoir besoin de cet outil-là pour soigner leurs patients, certains pensent même que c'est une arnaque. Je ne trancherai pas : comme scientifique, je sais qu'une dilution à 30 CH, avec moins d'une molécule active pour 10 000 L de médicament, ne peut avoir aucun autre effet que l'effet placebo. En tant que père de famille et patient, j'ai vu un effet réel de remèdes homéopathiques y compris sur un bébé de deux mois, probablement peu sensible à l'effet placebo. Je continue donc à voir un médecin homéopathe. Mais revenons à la notion d'allopathie.

Ce sont des tenants de l'homéopathie un peu fermés qui parlent d'allopathie. Mais c'est absurde. Un médecin homéopathe prescrit aussi des antibiotiques, des vaccins, divers médicaments non homéopathiques lorsque le besoin est là. Si on doit définir l'allopathe comme le médecin qui refuse l'homéopathie, il faut aussi inventer un mot pour celui qui refuse l'acupuncture, un pour celui qui refuse la relaxation, un pour celui qui refuse l'ostéopathie, un pour celui qui refuse les vaccins et la liste est longue de toutes les techniques que je n'ai pas citées ici. Il est absurde de créer un nom juste pour indiquer qu'une personne, pour faire son travail, n'utilise pas un outil ou un autre. L'allopathie n'existe pas.

Le Réac est au monde politique ce qu'est l'allopathe à la médecine. Il est celui qui refuse de se soumettre à une vérité révélée. Il est dénigré par les croyants d'un dogme, croyants qui ressentent le besoin de donner un nom à son hérésie.

Réchauffement climatique et pollution

Le réchauffement climatique est une réalité, il nous pose problème. Face à un problème, les questions qui me viennent naturellement sont les suivantes :

- quelles en sont les causes ?
- quelles en sont les conséquences ?
- que pouvons-nous faire face à ces réalités, comment pouvons-nous agir sur les causes, comment pouvons-nous en limiter les conséquences ?

Posons-nous ces questions à propos du réchauffement climatique actuel, phénomène bien visible depuis maintenant deux siècles.

Les causes ne sont pas vraiment identifiées. Pour de nombreux scientifiques, l'homme en est la cause première à travers la pollution atmosphérique, et ses gaz à effets de serre. Pour d'autres, parmi lesquels d'éminents climatologues de compétence reconnue (voir l'entrée «Réac»), l'influence de l'homme sur le climat est, à ce jour, nulle ou quasi nulle. Il s'agit donc ici d'opinion, pas de connaissance scientifique. Ayant une bonne culture scientifique, je ne prendrai pas position dans cette querelle entre scientifiques de haut niveau. En revanche, l'existence même de cette querelle prouve une chose : nous ne connaissons donc pas les causes du réchauffement climatique. Tant que personne n'a publié un document accessible au public démontrant l'origine anthropique du réchauffement climatique, personne ne peut me contredire sur ce sujet. Si quelqu'un en a publié un, qu'il me donne ses références, je le cherche ! Pour ce que j'en sais, les documents techniques du GIEC ne sont pas accessibles aux chercheurs indépendants, seuls les résumés à l'intention des politiques nous sont accessibles.

Le graphe donnant l'évolution de la température en fonction du temps est symptomatique : la courbe «en crosse de hockey» présentée dans le film d'Al Gore est fautive. Il a fallu plusieurs années à McIntyre et McKittrick pour accéder aux données à la base de ce graphe. Et il est apparu clairement que ce graphe ne représentait pas du tout la réalité. Plus personne n'ose parler aujourd'hui de la courbe en crosse de hockey, souvenir honteux d'écologisme militant capable de falsifier la réalité pour la faire coller à une conviction.

Lorsque nous aurons accès aux données sur la base desquelles le GIEC fait ses projections, quelles en seront les conséquences ?

Plutôt que publier les «preuves» de l'origine anthropique du réchauffement, la bien-pensance nous sert des «arguments d'autorité», le nombre et la qualité des chercheurs impliqués et convaincus de cette origine anthropique. A cet argument d'autorité, je répond en réac, évidemment, en vous décrivant un petit dessin humoristique qui m'a bien plu :

Dans une gigantesque salle bourrée à craquer de chercheurs financés par la recherche publique, le GIEC est réuni en congrès. L'orateur demande au micro : «Que ceux qui sont d'avis que le réchauffement climatique est naturel et qu'il faut donc aujourd'hui qu'on coupe les financement de nos recherches lèvent la main !».

A l'argument d'autorité, je pourrais aussi rappeler que trente-et-un mille soixante-douze chercheurs américains ont signé un document expliquant que l'origine anthropique du réchauffement n'étaient pas démontrée et appelant à ne pas signer le protocole de Kyoto. (source : <http://www.oism.org/pproject/s33p36.htm>)

Une petite remarque pour finir : le recul des glaciers a commencé au milieu du 18eme siècle, soit AVANT la montée du CO₂ dans l'atmosphère. (source : <http://www.oism.org/pproject/>)... Donc le réchauffement a précédé cette émission de gaz à effet de serre. Il est rare que l'effet précède la cause !

Avons-nous vraiment identifié les conséquences du réchauffement climatique ?

- le réchauffement lui-même, de moins de 0,7°C en deux siècles, est difficile à quantifier précisément. A l'occasion d'incendies exceptionnels, la presse nous annonce par exemple que la hausse des températures pour la ville de San Francisco serait de 3°C depuis un siècle. Mais est-ce une réalité ? Certaines stations météo du début du siècle sont passées - sans se déplacer - de la campagne à la ville du simple fait de l'extension des agglomérations, constatant ainsi un écart très local effectivement dû à l'activité humaine. Du fait des chauffages urbains, des consommations énergétiques variées qui, à plus de 99 %, finissent par se transformer en chaleur, la température des villes est sensiblement supérieure à celle des campagnes environnantes. Le "thermomètre isotopique" est peut-être un meilleur indicateur, et il a l'avantage de moyenniser la mesure sur l'ensemble d'un hémisphère terrestre. Donc, gardons cette valeur de 0,7°C sur deux siècles, valeur issue du thermomètre isotopique.

Une variation aussi faible d'un paramètre qui a une variabilité naturelle locale de 60 °C (presque 100 fois plus) voire près de 160 °C au niveau mondial (de -90 °C en Antarctique à plus de 70 °C dans le sud de l'Iran) n'est pas un problème en soi. Cette valeur de 0,7°C approche à peine le seuil de perception de l'homme (en passant d'un local chauffé à 20°C jusqu'à un autre chauffé à 21 °C, peu de gens sentent vraiment la différence de température).

- Première conséquence, éclatante : la fonte des glaciers. Celui de la Furka (source du Rhône) descendait jusqu'au bas de la falaise en 1926. Aujourd'hui, la cascade de glace a totalement disparu et le glacier recule sur le plateau amont. La Mer de Glace (Chamonix) recule chaque année un peu plus. Tout ceci est regrettable, un écosystème est en train de se réduire, et risque peut-être de disparaître. C'est très grave, mais la survie de notre monde ne dépend pas de ces glaciers. Le glaciers qui a poussé ses moraines aux portes de Lyon a disparu depuis longtemps, et avec lui son écosystème. Le monde continue de tourner.

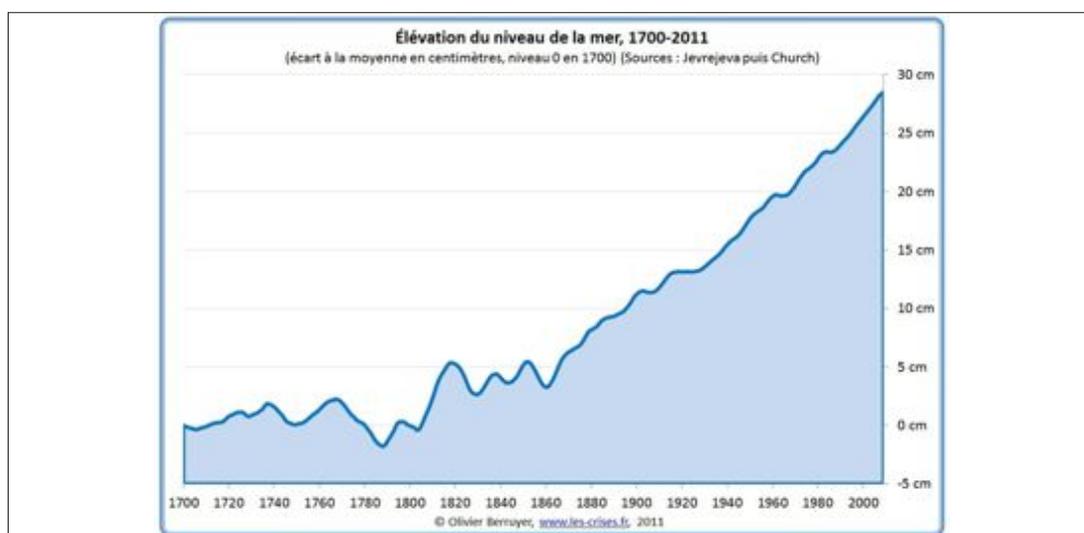
Ces phénomènes sont cohérents avec l'estimation de l'atmosphère standard : Notre atmosphère perd 6,5°C par 1000 m. Une hausse de température de 0,7 °C représente une remontée de l'isotherme 0°C d'environ 110 m en dénivelé, de l'ordre du kilomètre de longueur sur un glacier à 10 % de pente moyenne.

D'autant que l'effet d'albedo aggrave le phénomène :

Quand un glacier avance, il recouvre un sol végétalisé, où la couverture végétale limite l'absorption de l'énergie solaire par le sol. Le glacier avance donc plus que ne le prévoirait un modèle basé sur le seul

niveau de l'isotherme 0°C. A l'inverse, quand un glacier recule, les roches nues de toute végétation, découvertes par la disparition de la glace se réchauffent au soleil, alors que la glace anciennement présente renvoyait l'énergie solaire vers l'espace. Donc les glaciers remontent plus haut que ce qui est prévisible par le seul jeu de la remontée de l'isotherme 0°C.

- Autre conséquence du réchauffement climatique : une très faible remontée du niveau des mers , inférieure à 30 cm depuis deux siècles. Et, comme pour la température, cette estimation est fondée sur une reconstitution imprécise du passé. Car comment mesurer la hauteur moyenne quand les variations sont de l'ordre du mètre toutes les dix secondes (houle) associées aux marées, dont l'amplitude de quelques mètres varie d'une semaine sur l'autre ? Comment mesurer une variation de 30 cm sur un rivage géologiquement instable ? Nous avons aujourd'hui des mesures par satellites, mais à quoi les comparer ? Il y a deux siècles, la Terre n'avait qu'un satellite, la Lune, qui s'amusait déjà à faire varier la hauteur des océans. En tout état de cause, avec 30 cm, nous sommes très loin du raz-de-marée qui aurait déjà entraîné, selon certains «scientifiques» des milliers de réfugiés climatiques. (Voir l'entrée «obscurantisme»)



source : <https://www.les-crises.fr/climat-21-consequences-3/>

- Autre conséquence annoncée : l'augmentation de la fréquence ou de la violence des phénomènes climatiques. Cette augmentation est loin d'être avérée. L'équipe du GIEC qui avait travaillé sur ce sujet avait conclu dans son rapport technique (non accessible au public) à l'absence d'effet visible. Le rapport final (public) a donné une autre conclusion, entraînant la colère et la démission de certains membres de l'équipe -y compris son responsable- qui avaient réalisé le rapport technique (cité par Claude Allègre dans L'imposture climatique). Lors de ma formation en hydrologie en 2017, il m'a été indiqué, graphes à l'appui, par un professionnel qui manie ces données au quotidien que, factuellement, Météo-France n'observait aucune évolution ni de la fréquence ni de la violence des chutes de pluies en France, contrairement à ce qui semble universellement admis. Les seules évolutions perceptibles sont celles des temps de retour très longs. Mais comme la météorologie est une science récente, des «temps de retour» de plus de cinquante ans ne représentent pas encore un échantillon statistique suffisant pour en avoir une estimation fiable.

- Enfin, dernière conséquence du réchauffement : les conséquences sur l'agriculture. Un léger réchauffement est globalement favorable à l'agriculture. Personne au monde ne s'amuse à refroidir l'air pour faire pousser des végétaux. A l'inverse, les serres sont chauffées et on y injecte du CO₂ pour produire plus. Il n'y a pas aujourd'hui de culture devenue impossible à cause du réchauffement climatique. La désertification du Sahara est parfois attribuée au réchauffement climatique. Il ne faut pas oublier qu'il y a plus de 2000 ans que le désert du Sahara grandit, comme en témoigne la présence de ruines romaines dans le désert du nord algérien. Ce n'est pas à cause de la pollution des deux derniers siècles !

Face à un problème, je ne connais que deux solutions.

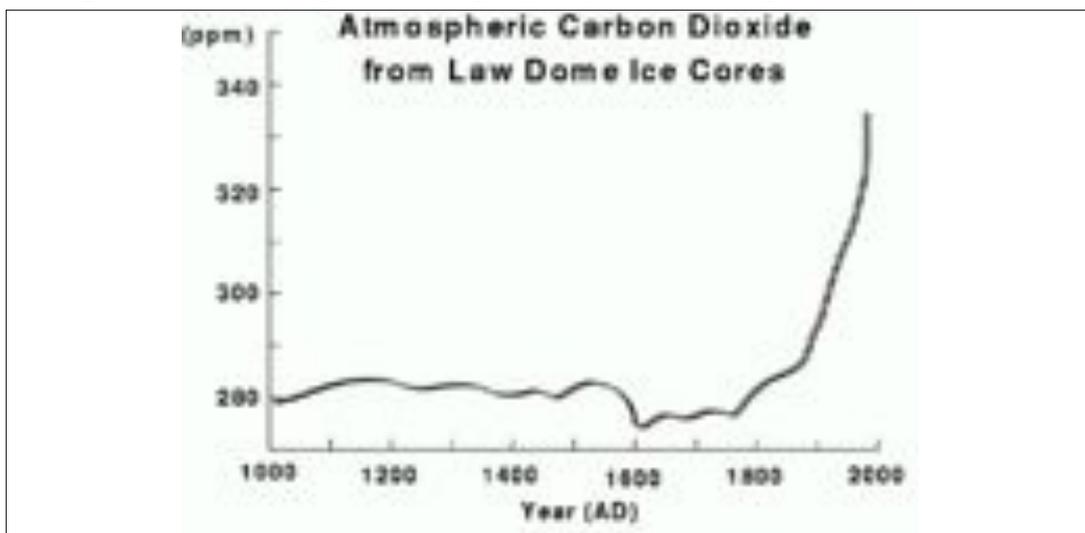
- agir sur les causes

- s'adapter aux conséquences qu'on ne saura pas éviter.

Or aujourd'hui, face à un problème dont nous ne connaissons pas les causes avec certitude, dont nous ne connaissons aucune autre conséquence négative grave, réelle et démontrée que le recul des glaciers, on voudrait nous imposer des mesures graves, lourdes de conséquences, sans savoir si elles résoudre les problèmes que nous n'avons pas constatés. Ils marchent sur la tête !

Il faut cependant lutter contre la pollution atmosphérique car il y a bien plus grave que l'éventuelle influence de cette pollution sur le réchauffement climatique.

Observons par exemple l'évolution du gaz carbonique (CO₂) dans l'atmosphère :



(source : <http://popularlogistics.com/2013/05/atmospheric-co2-400-ppm/lawdome/>)

On voit nettement que la hausse du taux de CO₂ dans l'atmosphère s'accélère depuis deux siècles. Et cela, c'est incontestablement dû à l'Homme et à la combustion des énergies fossiles. A ce rythme, on approchera 0,1 % dans moins de cent ans. Cinq fois le taux naturel. Par ailleurs d'autres polluants dont certains extrêmement toxiques suivent la même évolution (Les oxydes d'azote NO_x, le monoxyde de carbone CO, le méthane CH₄...).

Il y a déjà plus de vingt ans que cette pollution représente un problème majeur de santé publique. Avant 1989, on nous annonçait déjà quelques milliers de morts prématurées, en France, à cause de la pollution atmosphérique. Ce chiffre m'a toujours semblé excessif : il est supérieur au nombre de morts sur la route ; je connais quelques personnes décédées dans des accidents routiers ; je ne connais personne dont le décès ait été attribué à la pollution. Il n'en reste pas moins que, même s'il était très exagéré, des centaines de personnes dont des jeunes asthmatiques meurent chaque années en France à cause de la pollution atmosphérique. Il n'est pas question ici des effets lointains d'un éventuel réchauffement anthropique, mais de millions de décès par an sur toute la planète qui, aujourd'hui, sont attribués à la pollution (source : le Point).

Au-delà des problèmes respiratoires, de cancers ou d'allergies, il n'est pas exclu que la pollution favorise le développement de bactéries pathogènes. En laboratoire, on constate que la légionelle se développe mieux à partir d'un certain seuil de CO₂ (2,5 à 5%, selon microbe-edu.org). Dans la nature, on voit que cette bactérie se développe mieux en région Parisienne (là où la pollution est fortement présente) qu'en Provence (là où pour des raisons climatiques on dispose pourtant d'un fort parc de tours aéroréfrigérantes favorables à son développement). Non détectée en France jusqu'en 1975, la bactérie y a tué au moins 59 personnes pour la seule année 1999 (source caducee.net). Ces décès ne sont pas dus à la pollution, mais il n'est pas exclu que la pollution soit un facteur aggravant.

Revenons à la simple pollution atmosphérique : ses origines sont connues, certains effets catastrophiques sont avérés, et pourtant cette pollution croît à une vitesse préoccupante.

Donc, oui il faut réduire l'émission de gaz polluants dans l'atmosphère, oui, il faut essayer de développer les biocarburants (qui ne rejettent dans l'atmosphère que le CO₂ initialement retiré de l'atmosphère par la plante), oui il est urgent de développer les ressources énergétiques non polluantes pour l'atmosphère (énergies renouvelable, nucléaire). Mais n'allons pas prendre le risque de passer pour des charlots aux yeux des générations futures en justifiant toutes ces actions par un phénomène dont nous ne connaissons pas la cause, ne cherchons pas à nous adapter à des conséquences aujourd'hui très largement surévaluées.

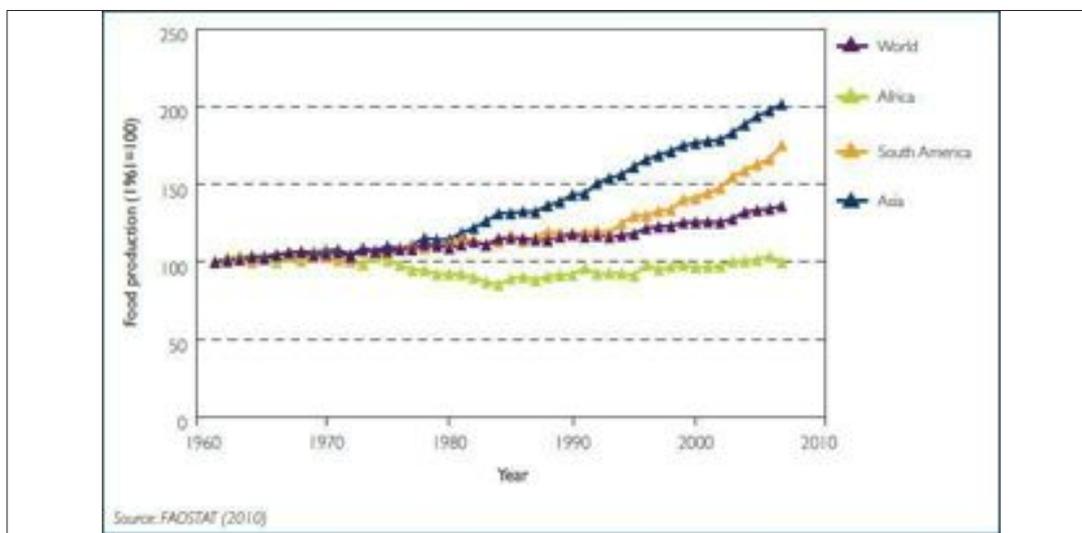
Réchauffement climatique et pauvreté

Information de 2015 : selon la Banque mondiale, si on ne fait rien, la pauvreté va augmenter au niveau mondial à cause du réchauffement climatique. Principal argument, selon France-info : la production agricole mondiale va chuter de 5 %.

Première remarque : si le réchauffement climatique est d'origine purement solaire, ce qui est loin d'être exclu, on n'y changera rien. Même si on «agit pour le climat».

Deuxième remarque : d'où sort ce chiffre de 5 % ? C'est une projection, ce n'est pas une certitude. Tant que je n'aurai pas vu des arguments solides pour justifier cette projection, je n'y croirai pas : déjà, dans les pays les plus développés, le réchauffement climatique passé (qui lui, est une certitude, il n'y a qu'à voir le recul de nos glaciers) n'a eu aucun impact négatif visible sur la production agricole, bien au contraire.

Au niveau mondial, la production agricole a augmenté de près de quarante pour cent en quarante ans et il est assez clair que, dans les régions en paix, la production agricole continue de progresser, alors qu'elle a longtemps stagné en Afrique, déstabilisée par de nombreuses crises politiques.



source : UK Government Office for Science, 2011 cité par Du champ à la table

Donc, clairement, la production agricole progresse, et si localement elle "stagne", c'est d'abord à cause des crises, des guerres, des désordres divers et variés, mais pas à cause du climat ! Pourquoi cela devrait-il changer si vite ?

En revanche, la pauvreté va probablement croître pour d'autres raisons. Ayant eu et ayant encore dans ma famille des salariés de l'hôtellerie, j'aime bien cette sentence : "Quand les riches commencent à compter leurs sous, les pauvres crèvent la dalle". La société s'organise en fonction de cette réalité : il y a des gens riches et des moins riches. Beaucoup de ces moins riches vivent des dépenses faites par les riches ; de même, il y a des pays riches et des moins riches. Beaucoup de ces pays moins riches vivent des dépenses faites par les plus riches ; et si nous nous mettons volontairement, pour "sauver le climat", à jouer aux vertueux économes ça retombera rapidement sur la tête des pays plus pauvres avec lesquels nous sommes

en liens étroits. Si nous taxons vraiment la "signature carbone" des biens vendus en France, l'équilibre va se déplacer aux dépens des pays les plus pauvres, ceux qui produisent leur électricité avec leur charbon bon marché dans des centrales du milieu du siècle passé, héritées des empires coloniaux, ceux qui sont obligés d'affréter les tankers les moins chers, bref ceux qui, parce qu'ils sont pauvres, n'ont pas les moyens de s'offrir une signature carbone compatible avec notre bien-pensance.

L'Enfer est pavé de bonnes intentions. C'est vrai en matière de climat ! Le Réac que je suis a l'avantage de savoir prendre de la distance avec ses bonnes intentions, pour rechercher l'efficacité dans sa générosité.

Responsabilité

Notre société évolue dans une direction assez catastrophique : c'est la tendance à vouloir, au nom de l'égalité, déresponsabiliser toutes les personnes et à vouloir que la collectivité se substitue au libre arbitre de chacun pour décider de ce qui est bien et de ce qui ne l'est pas.

Premier exemple : l'éducation.

Autrefois, l'École avait pour mission d'instruire. Le ministère de l'Instruction publique remplissait sa tâche avec compétence et efficacité.

Aujourd'hui, l'École veut se substituer aux parents pour l'éducation des enfants. L'Éducation Nationale éduque (mal) et instruit (de plus en plus mal). *Que les enseignants qui lisent ces lignes ne se vexent pas : je suis moi-même enseignant au sein de l'Éducation Nationale, ce paragraphe n'est pas une charge contre eux.*

Les enfants sont déboussolés car sur de nombreux sujets, l'éducation de l'École et celle des parents sont contradictoires. Quand un enseignant se permet de dire aux enfants qu'il faut débrancher les appareils en veille pour économiser l'électricité et protéger la planète, alors que les parents, sachant que c'est parfaitement dérisoire (*j'ai mesuré l'économie réalisée ainsi : moins de 0,1% dans le cas précis de mon habitat*), s'y refusent, le gamin est mal à l'aise. L'École déresponsabilise : puisque quelques rares parents n'arrivent pas à éduquer leurs enfants, l'École se substitue à eux. Et dans un souci d'égalité, elle veut éduquer tous les enfants au mépris de l'éducation donnée par des parents responsables. Selon Vincent Peillon, *«Le but de la morale laïque et de permettre à chaque élève de s'émanciper, car le point de départ de la laïcité c'est le respect absolu de la liberté de conscience. Pour donner la liberté du choix, il faut être capable d'arracher l'élève à tous les déterminismes, familial, ethnique, social, intellectuel, pour après faire un choix»*. Cet avis est une image caricaturale de cette grave déviance : il faut soustraire les enfants aux déterminismes sociaux, c'est-à-dire à la mauvaise influence de leurs parents. TOUS les parents sont déresponsabilisés pour que l'État puisse prendre en charge les enfants de rares parents irresponsables, et cela sans trahir le sacro-saint et stupide principe d'égalitarisme. C'est la même vision qui a mené à la création des Hitler-Jugend et des Komsomolsk. Cela me déplaît.

Deuxième exemple : la Sécurité Routière.

Puisque quelques conducteurs, souvent jeunes, se comportent de manière totalement irresponsable, l'État traite l'ensemble des conducteurs comme des irresponsables. Ne réfléchissez plus, obéissez aux panneaux. Désormais, il est plus dangereux, selon nos dirigeants, de rouler à 160 km/h sur une autoroute déserte que de rouler à 129 km/h sur la même autoroute quand le trafic est saturé. Dans le premier cas, vous paierez une grosse amende et perdrez des points, dans le second cas, vous êtes à peu près sûr de ne risquer que votre vie et celle des autres, pas vos points ni votre argent ! On nous veut irresponsables, fondamentalement incapables de discerner par nous-même entre les conditions réellement dangereuses et celles administrativement illicites.

Troisième exemple : la formation des apprentis. Alors que la loi ne le demande pas, la DIRECCTE de Savoie demandait en 2012 (peut-être encore aujourd'hui ?) aux employeurs de déclarer la liste exhaustive des machines "dangereuses" susceptibles d'être utilisées par leurs stagiaires mineurs, avec toute une liste de données, parfois inconnues de l'employeur lui-même (référence exacte, n° de série, fabricant, date

d'installation, date de mise en service....). Une fois qu'elle a la liste, la DIRECCTE estime qu'elle a fait son travail et, peut-être, la range dans un tiroir. Les Établissements de formation qui ont, selon la loi, la responsabilité de veiller aux conditions de sécurité de leurs élèves dans leurs lieux de stage, sont dépossédés de cette responsabilité (mais on saura la leur rappeler en cas d'accident, rassurez-vous) simplement pour pallier au fait que quelques rares établissements de formation ne font pas leur travail correctement. Face à ces exigences lourdes et inutiles, les employeurs déboussolés rechignent de plus en plus à prendre des apprentis.

Dernier exemple : la fessée. A l'heure où j'écris ces lignes, le parlement doit se prononcer sur l'interdiction de la fessée. Un député invité sur France-Info a eu le courage de dire à quel point l'interdiction de la fessée était une absurdité. J'ai apprécié ses arguments, proches des miens.

En tant que père à chaque fois que j'ai frappé un de nos enfants, même pour une petite fessée plus symbolique que douloureuse, je l'ai perçu comme un échec. C'était la preuve de mes limites d'éducateur : à cet instant là, je sentais bien qu'il fallait impérativement mettre une limite, et je n'y arrivais plus par les méthodes douces.

La fessée ou la gifle, ce n'est pas du «normal» à mes yeux, contrairement à ce que croient les auteurs de cette loi idiote. Mais il est des cas dans la vie de parent où poser une limite claire à l'enfant est vital, et si on n'y arrive pas par d'autre moyen, la fessée est un dernier recours pas forcément des plus violents.

Faire des campagnes d'informations sur les nombreux aspects négatifs de la fessée, je suis pour ; parler plus souvent du danger réel de la gifle, c'est nécessaire, je le souhaite. Mais déresponsabiliser les parents en leur ôtant un outil qui permet, parfois, de pallier à leurs insuffisances naturelles, cela me semble contre-productif. C'est au parent d'assumer sa responsabilité, et de tirer les conséquences de sa propre faiblesse.

Je pourrais résumer ainsi de nombreuses situations où la collectivité, plutôt que d'assurer sa responsabilité qui est de réprimander les fautifs, rend tout le monde irresponsable et immanquablement fautif, comme dans les exemples ci-dessus. Et cette déresponsabilisation contre-productive :

- combien de parents, sans être des tortionnaires, ont donné une fessée à leurs enfants, fessée que de nombreux politiques voudraient faire interdire ? en revanche, combien de jeunes sont à la dérive parce que leurs parents ont manqué de fermeté ?

- combien d'automobilistes, sans être des chauffards, des délinquants de la route, se refusent catégoriquement à respecter les limitations de vitesse ? En face, combien de motards tués par des conducteurs respectueux de la limitation de vitesse qui, se croyant prudents puisque lents, ne regardent pas leur rétroviseur ni ne mettent leur «clignotant» lorsqu'ils tournent à gauche ?

Je suis un réac. J'aime l'ordre dans la liberté et non le désordre sous une dictature. Je plaide ici pour un retour à la pleine responsabilité, ce qui signifie avant tout la suppression des interdictions et obligations inutiles, et à l'application stricte de rares lois débonnaires plutôt que l'application brouillonne et débonnaire de lois surabondantes et inutilement strictes.

J'insiste et le répète : **mieux vaut l'application stricte de rares lois débonnaires plutôt que l'application brouillonne et débonnaire de lois surabondantes et inutilement strictes.**

Science

Etrangement, la science a aujourd'hui mauvaise presse, elle qui nous donne au quotidien un confort de vie que nos ancêtres d'il y a seulement trois générations ne pouvaient même pas imaginer. Le mot «science» ayant la même racine que le mot «savoir», trop de gens imaginent qu'un «scientifique» est quelqu'un qui croit savoir... Bref qu'une personne qui ose se dire «scientifique» serait un gros prétentieux imbu de lui-même et antipathique.

La réalité est toute autre. Un scientifique «sait» certaines choses, et c'est cette «connaissance» qui a permis un fort progrès technique en particulier depuis Descartes et sa «méthode».

Mais un scientifique est d'abord quelqu'un qui doute, qui doute de tout. Et comme on ne peut pas avancer en s'appuyant sur des doutes, il se dit «tout se passe comme si...». Tant que les moyens de mesures sont restés imprécis, il a pu dire «tout se passe comme si les lois de Newton, celles de Kepler étaient exactes». Le scientifique constatait alors que les lois de Newton expliquaient les lois de Kepler. Tout cela était

cohérent, on faisait comme si c'était une réalité. En exploitant cette «connaissance» douteuse ils ont su envoyer des hommes sur la Lune.

Dans la vie de tous les jours, face à des gens qui ne connaissent rien à la mécanique céleste, le scientifique a utilisé un raccourci : «les lois de Kepler et celles de Newton permettent de comprendre la mécanique céleste». La vulgarisation scientifique implique parfois la simplification du langage.

Grâce à Albert Einstein, on sait depuis un siècle déjà que ni les lois de Newton ni celles de Kepler ne sont tout-à-fait exactes. Mais l'ingénieur que je suis «fait comme si» c'était exact et les moteurs TM 333 et Arriel développés et construits avec ma modeste participation sont des moteurs performants dont les dernières évolutions équipent des hélicoptères performants. On «fait comme si» en toute connaissance de cause, et ça continue à bien fonctionner malgré les imperfections du modèle newtonnien.

A l'inverse, j'entends souvent contester la «science officielle» au nom d'une vérité «incontestable» dont on n'a jamais vérifié la réalité. Les contempteurs de la science, eux, ne doutent guère.

Parmi quelques dizaines de sujets, je prendrai simplement l'exemple du «moteur Pantone». Le procédé Pantone consiste en une injection d'eau dans le cylindre d'un moteur à quatre temps. Cette eau est préalablement passée dans un «bulleur» dont le rôle n'est pas compris par grand monde, peut-être pas même par son concepteur. Malgré quelques recherches sur internet, je n'ai trouvé nulle part une explication scientifiquement claire, c'est-à-dire cohérente avec le peu que nous acceptons comme «savoir». Toujours est-il que le gaz, probablement de la vapeur d'eau, peut-être enrichi en dihydrogène et dioxygène par un processus non identifié, est introduit dans le mélange combustible. Selon les disciples ébahis de ce système, il permet une forte réduction de la consommation et une augmentation de la puissance du moteur. Selon Jean-Pierre Petit, scientifique de haut niveau, le système est efficace. Il reconnaît ne pas avoir fait de mesure précise mais «avoir eu l'impression que c'était très efficace».

A l'inverse, l'Ecole des mines de Douai a réalisé un essai comparatif sur banc d'essai en 2007 : là, on est dans le concret et non dans l'impression. Comme on pouvait le prévoir, le dispositif Pantone augmente la consommation de carburant à puissance égale (d'environ 40 %), ou réduit la puissance à consommation égale...

Essayez d'aller dire sur les réseaux sociaux que le dispositif Pantone c'est du vent : vous serez traité d'incompétent, de vendu. Il est admis une fois pour toute par les incompétents prétentieux qui critiquent les scientifiques que le moteur Pantone est un dispositif fantastique et que ce sont ces salauds de pétroliers qui en freinent le développement pour protéger leurs revenus. Les scientifiques seraient leurs complices, eux qui expriment clairement leur méfiance face à un principe technique dont ils ne comprennent pas l'intérêt.

En bon réactionnaire, j'aime bien contrer les hurluberlus qui veulent à tout prix que leurs préjugés aient un fondement scientifique quand il n'en ont pas.

Société de consommation

Depuis au moins cinquante ans, nous subissons une critique récurrente de la «société de consommation», décrite comme une organisation opaque dans laquelle «on» veut nous pousser à consommer en vue d'objectifs financiers inavouables.

Dans les années 60 ou 70, quelqu'un a créé cette expression, «Société de consommation» pour désigner une réalité que le grand public ne comprenait pas ; beaucoup ont mis derrière ce mot des croyances proches des thèses conspirationnistes, mais qui ne correspondent à aucune réalité tangible.

Car de quoi parlons-nous ici ? Que désignons-nous sous ce vocable ? Il s'agit de la collectivité et de son organisation. De la collectivité à laquelle nous appartenons et de l'organisation à laquelle vous participez tous par vos actions quotidiennes et vos votes. Vous qui me lisez, vous vous réjouissez si l'entreprise voisine embauche, et vous êtes agacés, voire en colère, si elle doit licencier pour assurer sa survie. Mais comment faisons-nous pour assurer sa pérennité ? On appelle souvent «société de consommation» une certaine vision négative de l'organisation de notre société, que l'on suppose organisée par quelque puissance obscure...

Croyez vous vraiment qu'il y ait, dans quelque bureau luxueux planqué en haut d'une tour de New-York un

groupe de financiers qui décide dans son coin : nous allons pousser les gens à consommer plus pour faire tourner nos usines ? Laissez cette vision simpliste aux tenants de la théorie du complot. La réalité est dans la complexité du monde. Chacun de nous est un élément qui pousse, à sa manière, l'évolution de la société dans un sens qui lui plaît. Chacun fait des choix et la somme de ces choix est un critère décisif pour les décideurs. Certains, plus influents, poussent plus fort : la CGT, les riches, le microcosme politique... Mais les «lois» du marché et les mécanismes démocratiques, même profondément détournés par la publicité, la presse, les partis, les syndicats et par des hommes politiques influents, permettent encore d'orienter l'évolution sociétale dans le sens choisi par le plus grand nombre. C'est la démocratie, «pire des systèmes, à l'exception de tous les autres» selon Winston Churchill. Chacun d'entre vous, lorsqu'il se dit : «c'est trop cher» et préfère acheter un objet moins cher fabriqué on ne sait où plutôt que le même objet fabriqué en France pour un peu plus cher est un petit décideur. Celui qui, à l'inverse, choisit de privilégier les petits commerces, le commerce de proximité et la production locale est aussi un petit décideur. C'est la somme de ces petits décideurs qui bâtit au quotidien ce que vous appelez la «société de consommation».

La «société de consommation» tant décriée n'existe pas. La société tout court, l'organisation de la collectivité issue de cet ensemble d'influences variées est ce qu'elle est. Pour l'améliorer - et il y a du pain sur la planche - il faudrait que chacun fasse preuve à la fois de rigueur intellectuelle (*je n'ai pas forcément raison, je dois améliorer mon analyse d'un sujet avant de prendre position sur la manière de conduire ma vie*), d'intransigeance (*la part de vérité qui est la mienne, même si je ne sais pas où elle est, doit être entendue : je veux qu'on respecte mon opinion*), de modestie (*la part d'erreur qui est la mienne, même si je ne sais pas où elle est, m'impose de respecter les opinions des autres*) et l'acceptation de la démocratie (*même si je suis convaincu que les 35h00 étaient une erreur colossale, même si l'expérience m'a renforcé dans cette conviction, même si je continuerai de militer contre cette loi stupide à mes yeux, j'accepte ce qui a été décidé par la représentation nationale, issue d'un vote démocratique*).

Notre société est complexe. Pour l'améliorer, il faut à minima que chacun se pose la question, avant de décider d'un achat : mon achat est-il cohérent avec toutes mes convictions ?

Turquie

La Turquie est en guerre contre l'Europe depuis plus de 45 ans. En effet, le 20 juillet 1974, pour protéger la population chypriote de culture turque, dans un contexte de tentative de coup d'état, la Turquie a envahi la partie nord de l'île de Chypre. Elle n'est jamais repartie.

Chypre fait aujourd'hui partie de la Communauté Européenne. Chypre est occupée militairement par la Turquie. Donc une partie du territoire européen est occupée aujourd'hui par la Turquie. Certains se désintéressent de ce sujet et font semblant de croire que la Turquie pourrait demain intégrer l'Europe. La crainte, légitime en 1974, d'un mauvais traitement des populations turcophones vivant à Chypre, n'est plus d'actualité maintenant que la situation politique de Chypre est stabilisée grâce à son appartenance à la Communauté Européenne. La présence de troupes turques à Chypre est donc tout simplement inadmissible.

Je suis réac : si demain la Turquie aggrave son cas, j'estime qu'il est du devoir de l'Europe d'utiliser ses capacités militaires pour repousser la Turquie à l'intérieur de ses frontières. Pire : j'estime qu'il est du devoir de l'Europe, aujourd'hui, d'exiger de la Turquie qu'elle évacue ses troupes stationnées à Chypre, et qu'on ne doit pas hésiter, si elle refuse, à chasser ces troupes d'occupation. Malheureusement, l'Europe est trop inexistante pour assumer ses devoirs.

Urgent

Urgent ? Qu'est-ce qui est urgent aujourd'hui ? Au risque de parler comme un vieil homme aigri, j'ai envie de dire : tout est devenu urgent.

En France, tout est urgent. Il est urgent de définir une politique énergétique qui nous redonne l'indépendance énergétique, sans aggraver le phénomène de la pollution atmosphérique ; il est urgent de définir une politique économique et sociale capable de redonner du travail à nos chômeurs ; il est urgent

de redonner un peu d'oxygène à nos entreprises trop souvent en équilibre instable entre la survie et la disparition définitive ; il est urgent de redonner un peu d'oxygène à nos collectivités locales asphyxiées par les quinquennats de messieurs Sarkozy, Hollande et Macron ; il est urgent de lutter contre la pollution atmosphérique, contre celle des nappes aquifères, contre celle des cours d'eau et des sols ; il est urgent de lutter contre la pauvreté, fille d'une société qui a trop accepté le chômage ; il est urgent de donner de l'oxygène à nos EHPAD dont le personnel numériquement insuffisant ne peut assumer sa charge avec sérénité, dont les directeurs épuisés luttent pieds-à-pieds avec l'ARS pour assurer la qualité de soin et la qualité de vie auxquels ont droits résidents et salariés ; il est urgent de redonner à nos forces armées les capacités stratégiques et tactiques minimales qu'elles ont aujourd'hui perdues ; il est urgent de donner à l'Europe une consistance sur le plan international ; il est urgent de lutter contre l'immigration illégale et les phénomènes connexes que sont le racisme et la délinquance organisée ; il est urgent de chasser les bandes qui imposent leur loi mafieuse sur certains quartiers ; il est urgent de donner aux forces de l'ordre des conditions de travail décentes et des effectifs adaptés à leurs besoins ; il est urgent de lutter contre la désespérance d'une jeunesse qui se suicide à petit feu ; il est urgent de donner à la justice les moyens de traiter les affaires dans un délai raisonnable etc.

Cependant, par mon expérience professionnelle, je sais qu'au milieu d'une telle liste d'urgences, quand tout semble prioritaire, on ne peut que prendre du recul et accepter les pots cassés consécutifs à cette prise de recul. Certaines de ces urgences sont liées entre elles et la résolution d'un problème facilitera la résolution ultérieure des autres. La priorité doit être mise sur ces urgences-là.

priorité n°1 : Redonner de l'oxygène et de la liberté aux entreprises est la priorité des priorités. Tout le reste nécessite de l'argent. L'argent n'existe que par la création de valeur à travers l'activité des entreprises. Avoir des entreprises françaises fortes, saines, c'est l'ouverture à des solutions pérennes aux problèmes liés à la pauvreté, à la situation des collectivités locales, au délabrement des forces armées et des forces de police, à la dégradation des conditions de vie en EHPAD.

L'allègement du Code du Travail, que même des gouvernements de gauche ont reconnu comme nécessaire, l'allègement des charges salariales des entreprises, la simplification des procédures administratives relatives à la vie des entreprises, y compris celles relatives à la protection des salariés sont vitales pour arriver à ce but : renforcer la pérennité des entreprises existantes et favoriser la naissance de nouvelles entreprises.

priorité n°2 : Rétablir la paix dans les territoires est la deuxième priorité. Le sentiment d'insécurité n'est pas juste, comme veulent le faire croire de nombreux journalistes, un sentiment injustifié. Certes, les délinquants organisés ont aujourd'hui sectorisé leurs activités, afin que dans le monde de leurs clients et de leurs victimes, ils ne soient guère visibles. La délinquance n'est pas perceptible depuis les quartiers des bobos déconnectés des réalités. Mais le trafic de drogue, d'armes, est une réalité du quotidien, soutenue par des petits délits de voie publique. Et toute intrusion de la force publique dans le fief des trafiquants y est considérée comme une agression, face à laquelle les réactions des organisations de délinquants sont massives et violentes. Les français l'ont bien compris. Un ancien ministre de l'intérieur de Monsieur Macron a évoqué la gravité extrême de la situation : il est bien placé pour parler de ce sujet trop souvent traité avec un «recul» excessif. Je suis convaincu que de nombreuses «émeutes urbaines» n'ont d'autres fondements que la nécessité de dire aux autorités : «ici c'est chez nous, barrez vous de nos barres, laissez-nous trafiquer en paix». C'est inadmissible. La République et ses représentants doivent redevenir les maîtres sur l'ensemble de nos territoires. Et, en bon réac, je rajouterai : quitte à faire usage de la force publique à grande échelle. Mieux vaut mettre cinquante camions de CRS pour interpellier dix délinquants que voir cinq-cents délinquants sur le dos de dix policiers, comme on le voit trop souvent.

priorité n°3 : Protection de l'environnement. Pas besoin de créer de nouvelles règles, de nouvelles normes : appliquons déjà les règles existantes, responsabilisons les acteurs de la vie publique et de la vie économique. Une fois qu'on les aura libérés des contraintes excessives qui pèsent aujourd'hui sur leurs épaules, il sera plus facile d'être exigeant quant au respect des règles actuelles. Le principe «pollueur - payeur» était déjà présent dans la loi de 1974, il n'en a jamais disparu. Appliquons le. Ceux qui, par ignorance, voudraient réinventer l'eau chaude perdent leur temps ! Comme je l'ai écrit plus haut (voir l'entrée : responsabilité) : mieux vaut l'application stricte de rares lois débonnaires plutôt que l'application

brouillonne et débinaire de lois surabondantes et inutilement strictes.

Voiture propre

Aujourd'hui on appelle «voiture propre» une voiture qui ne produit pas (ou peu) de CO₂ au moment de son utilisation. Voiture électrique et voiture à hydrogène se partagent la palme de la voiture la plus vertueuse aux yeux de la médiocratie (voir cette entrée).

Mais l'électricité, il faut la produire. Dans le cas de la voiture à hydrogène, c'est pire : il faut de l'électricité pour produire l'hydrogène. En laboratoire, avec mes élèves, nous avons obtenu un rendement variant de 5% à 17% sur une production très lente de dihydrogène H₂. Autrement dit, quand on produit de l'hydrogène, on consomme entre sept et huit fois plus d'énergie qu'on n'en produit. Tout le reste est transformé en chaleur. On peut améliorer le rendement en ralentissant la vitesse de production. Il faudra alors que les entreprises de production d'hydrogène aient une emprise foncière colossale, sans commune mesure avec celle d'une centrale pétrochimique. Et même ainsi, il est probable qu'il faudra à terme au moins trois fois plus d'énergie électrique qu'on ne récupérera d'énergie chimique pour nos piles à combustibles ou nos moteurs thermiques à combustible hydrogène. Donc le combustible hydrogène est très coûteux en énergie primaire.

Supposons que, comme le souhaitent nos écolos, ils n'y ait plus que des voitures électriques. Nous consommons environ cinquante millions de mètres-cubes de carburant routier, en France, chaque année (source : statista). A raison d'environ 35 500 kiloJoules par litre, cela représente une énergie totale de 1780 PetaJoules, soit environ 500 TWh/an.

La production électrique en France est d'environ 550 TWh par an. Conséquence inéluctable, si on veut passer au transport tout électrique, il faudra à peu près doubler la production électrique actuelle. Et cela tout en réduisant la production d'électricité nucléaire, puisque cette promesse stupide de M. Hollande a été reconduite par M. Macron.

Au vu des réactions parfois virulentes des populations et même de certains écologistes lors des constructions de champs d'éoliennes ou de nouvelles centrales hydroélectriques, on est loin de produire 1000 TWh/an dont plus de 500 TWh par des énergies renouvelables. Donc il faudra avoir recours aux centrales thermiques. *«Produire de l'électricité à partir des usines à charbon est très bon marché, fiable et l'électricité générée est, semble-t-il, facile à mettre sur le réseau. Les énergies renouvelables ont forcément du mal à rivaliser. De 2001 à 2010, le taux d'électricité généré par le charbon a augmenté de 2.700 térawattheures (TWh). Sur la même période, l'électricité provenant de sources non fossiles (vent, solaire, biomasse, nucléaire, etc.) a progressé de moins de la moitié : 1.300 TWh.»* (source : site Futura Sciences)

Mais le flux de l'énergie, depuis le combustible de cette centrale thermique (supposons le fuel, moins polluant que le charbon) jusqu'au véhicule (la voiture «propre») passe par de nombreuses étapes au rendement plus ou moins bon.

- production initiale : rendement de l'ordre de moins de 40% pour de très gros moteur à cycle complexe ;
- transport de l'énergie électrique et Transformation HT/BT : je ne sais pas, mais moins de 99 % ;
- charge/décharge des batteries (j'ai personnellement mesuré 70% en moyenne en charge lente) ;
- rendement des «petits» moteurs électriques de nos voitures, probablement proches de 80 %.

Au final, probablement moins de 22 % de rendement, quand nos véhicules diesels atteignent 27%. Quand un diesel consomme 1 L de gas oil, la production électrique en consommera probablement plus de 1,25 L : **Sur le plat, la voiture électrique sera probablement de plus 25 % plus polluante que le véhicule diesel de même puissance. Compte tenu du rendement de la production de l'hydrogène, la voiture à hydrogène est encore environ trois à quatre fois plus polluante.**

Je suis réac: je refuse ce mensonge organisé qui voudrait nous faire croire que la voiture électrique et la voiture à hydrogène peuvent, dès aujourd'hui, être écologiquement pertinentes. Sur le très long terme je n'en doute pas. Mais pour l'instant, la technologie n'est pas suffisamment aboutie pour arriver au

résultat escompté.

Water Economic Community

Après la CECA, la Water Economic Community ?

Rappelons nous le rêve de Robert Schuman et des Pères de l'Europe : assurer une paix durable en proposant aux anciens belligérants européens de mettre en commun ce qui les avait divisés : le charbon et l'acier, sources de richesses essentielles du XXème siècle.

Ça a marché. Ça a marché parce que la mise en commun de ces richesses a permis d'en optimiser l'exploitation dans l'intérêt de tous. Ça a marché parce que, une fois l'idée acceptée, l'intérêt commun était dans la paix. Les peuples se sont rapprochés, les haines se sont émoussées.

Bien sûr, tout ne s'est pas réglé en quelques jours. En 1965, quand j'ai commencé à comprendre mon environnement, j'ai vu que la haine du boche restait bien ancrée chez de nombreux français. Je me souviens que encore dans les années 90, alors que je m'enthousiasmais sur la réunification prochaine de l'Allemagne, certains amis communistes criaient leur colère, persuadés que cette réunification sonnait un renouveau pour le nazisme. Mais dans sa majorité, le peuple de France et le peuple d'Allemagne se regardent sans ressasser le passé.

"I have a dream". Israël, la Palestine, la Jordanie : trois peuples fragiles, parmi lesquels beaucoup d'activistes attisent la haine envers les autres.

Un problème commun à ces trois peuples : l'accès à l'eau. Et il y a eu un projet commun de production d'énergie et de dessalement d'eau de mer. Et des négociations pour qu'Israël fournisse de l'eau douce à la Jordanie et à l'autorité palestinienne ! Et demain ?

Je rêve d'une "communauté économique de l'eau" une Water Economic Community qui rassemblerait les trois peuples, et j'aimerais dire les trois états. Qu'une autorité commune assure le développement des ressources en eau, en traitant chaque village, chaque ville, chaque hameau isolé, de la même manière, qu'il soit israélien, jordanien ou palestinien.

Cette mise en commun démultiplierait l'efficacité des moyens disponibles : la richesse des Pays pétroliers amis de la Palestine, associée à la haute technologie des Israéliens dans une région du monde riche de ses capacités en énergie solaire devraient permettre un réel progrès et résoudre durablement la douloureuse question de l'eau.

Mais aussi et surtout, ce travail en commun, cette mise en commun de l'un des problèmes majeurs de la région devrait permettre aux uns et aux autres de mieux se connaître, de surmonter préjugés et ressentiments pour bâtir enfin une paix durable.

Chrétien, je prie depuis longtemps pour cette réconciliation. Il est temps d'agir !

Whisky

J'aime le whisky. Un petit verre d'Oban ou de Glenlivet me détend, un verre de Laphroaig me pousse à l'intériorité. Le Jura Prophecy, plus simple, m'aide à me tourner vers l'Ami avec lequel je partage «l'apéro». Quoi de réac là-dedans ? Ma relation à la bien-pensance !

D'ailleurs, je sais déjà que j'aurai des problèmes si je n'écrivais pas ici :

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.

Aujourd'hui, sous le prétexte (pertinent) de lutter contre les excès de l'alcool, on promeut de plus en plus des attitudes excessivement sages. Notre génération comme celles qui nous ont précédées ont vécu avec le vin, la bière, le cidre, les vins cuits et si la mortalité était supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui, l'espérance

de vie a cependant progressé dans la génération de mes parents et de mes grands parents, générations d'alcooliques si on en croit les prises de position actuelles contre l'alcool.

Certes l'alcool n'est pas bon pour le fœtus, mais la majorité des gens de plus de 40 ans vivant aujourd'hui ont connu les petits verres de vin bus par la maman lors de leur gestation. Les gens de ma génération ne me semblent pas si démolis qu'on voudrait nous le faire croire.

Le whisky est une nouvelle occasion pour moi de dénoncer la déresponsabilisation générale vers laquelle on se dirige à grand pas. Les bien-pensants décident de ce qui est bien pour le peuple, ce dernier n'a plus qu'à écouter ses élites et obéir à leurs conseils bienveillants : faites du sport, mangez cinq fruits et légumes par jour, mettez votre écharpe quand vous sortez, lavez-vous les mains en sortant des toilettes, ne fumez plus et ne buvez plus d'alcool, ne roulez pas à plus de 80 km/h sur les grandes routes, même larges et désertes.

Je réclame le droit à avoir une hygiène de vie déplorable, à boire plus que de raison le jour où j'en ai simplement envie, et à dire haut et fort que je préfère le whisky au kéfir. Je réclame le droit de déterminer, en toute responsabilité, quand je peux me permettre quelques verres «de trop» ou quand je dois, au contraire, m'abstenir de toute substance psychotrope. Je réclame le droit de décider en toute responsabilité, en toute liberté, après une gueule de bois infernale, de revenir à une utilisation plus sage de cette terrible mais magnifique substance psychotrope à caractère euphorisant.

Xénon

Gaz rare de numéro atomique 54.

Un gaz rare n'a qu'une seule propriété chimique : celle de n'en avoir aucune. Il y a quelques hommes politiques que j'affublerais volontiers de ce joli nom, dont la racine signifie «étrange» : ces gens-là n'ont qu'une seule consistance, c'est de n'en avoir aucune. Désormais, je les appellerai des Xénon. Je pourrais ainsi citer le Maire d'une grande ville du Sud-ouest, plus connu pour la légèreté de la veste qu'il retourne au grès du vent que pour ses idées. Je ne le citerai pas. Il est trop gentil pour que je veuille lui faire de la peine. Les amis de mon ancien club de tir des Izards l'auront reconnu.

Yak

Le yak n'est pas seulement un bovin des montagnes de l'Asie. C'est aussi un avion de chasse russe. Je n'ai aucune opinion sur l'un ni sur l'autre. Mais comme aucun autre mot commençant par la lettre Y ne me permettait d'illustrer mon caractère profondément réactionnaire je vous dirai rapidement du Yakovlev Yak 11, qu'il fut le dernier avion de collection sur lequel j'ai eu l'occasion de travailler. Car un vrai réactionnaire sait bien que l'avenir s'appuie sur le passé. Mon amour des avions modernes m'a donc poussé vers une association qui rénovait des vieux coucous.

En travaillant sur un Yak 11, j'ai découvert la relativité des certitudes techniques. Sur certains de nos avions ouest-européens, pour effectuer des manœuvres demandant une grande force, au-delà des capacités humaines, nous employons des «circuits hydrauliques» permettant de démultiplier la force du pilote. «Hydraulique» car le fluide qui transmet l'énergie est un liquide.

Dans les pays les plus froids, ce liquide risquerait de geler. C'est pourquoi, sur certains Yak du milieu du vingtième siècle, on utilisait pour cet usage un circuit pneumatique, où l'air (chaud) remplaçait le liquide.

On le voit dans cet exemple, même dans un domaine technique où l'opinion n'a que peu d'importance, la «connaissance» est très relative. Comme je le disais en introduction, *«même avec la volonté de bâtir sa conviction sur des faits et rien que sur des faits, deux personnes honnêtes et compétentes peuvent arriver à des conclusions totalement opposées»*. Aussi, j'espère que, bientôt arrivé à la fin de ce livre, vous saurez pardonner mes erreurs, mes approximations, mes provocations, pour n'en retenir que la conclusion : soyons tolérants, et arrêtons de considérer que nos «adversaires» seraient nécessairement idiots, malhonnêtes, ou malfaisants. Cultivons nous !

Zélotes

Puisqu'il n'est pas nécessaire d'avoir un avis sur tout, je vous annonce pour conclure ce petit opuscule que la lettre *Z* ne m'inspire rien d'intéressant. Certes, j'ai une certaine estime pour les Zélotes, ces Juifs qui se sont battus jusqu'à la mort face à l'occupant romain. Ils sont un modèle que j'admire. Mais je n'aurai jamais eu le courage de tuer ma femme, mes enfants, pour la seule satisfaction de n'offrir au vainqueur qu'une ville transformée en cimetière. Je ne suivrai pas leur modèle. Ils m'auraient peut-être vu comme un....

Zéro ?

BIBLIOGRAPHIE

Livres et articles

- Lettre à d'Amilaville, Voltaire, 19 mars 1766
Guide de la Terre sainte, Barnabé Mastermein, 1907
Les falaises et les récifs coralliens de Tahiti, article de WM Davis, paru dans les Annales de géographie, n° 158 159, en 1918 (lisible sur le site Persée)
Tecnica del colpo di stato, Kurzion Malaparte, 1931
Divini redemptoris, Pie XI, 1937
La Haganah, Thierry Nolin, 1975
Histoire de ma vie, Moshe Dayan, 1976
Storia d'Italia, volume XXXIX «l'Avvento del fascismo» de Indro Montanelli , 1978
L'Irgoun, Fred Goldstein, 1980
Loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs
La décennie des Malappris, François Bayrou, 1990
Le livre noir du communisme, collectif, 1997
Le Onzième commandement, André Rossfelder, 2000
Les Fusillés. Répression et exécutions pendant l'occupation 1940 1944, Jean-Pierre Besse et Tomas Pouty, 2006
Education nationale, Programmes d'enseignement du cycle des apprentissages fondamentaux (cycle 2), du cycle de consolidation (cycle 3) et du cycle des approfondissements (cycle 4), Bulletin officiel spécial n° 11 du 26 novembre 2015
INRS Fiche toxicologique n°273, février 2018 (glyphosate)
Le Schmock, Franz-Olivier Giesbert, 2019
Fiume, une épopée italienne, article d'Olivier Maurin, paru dans Valeurs Actuelles du 19 septembre 2019

sites internet

- <https://citations.savoir.fr/le-bilan-des-pays-socialistes-est-globalement-positif/>
<https://ripostelaique.com/la-guerre-civile-dans-cinq-ans-collomb-crache-le-morceau.html>
<https://fr.statista.com/statistiques/487186/consommation-routiere-carburant-france/>
<https://www.banquemonde.org/fr/news/press-release/2015/11/08/immediate-push-on-climate-smart-development-can-keep-more-than-100-million-people-out-of-poverty>
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Combien-de-permis-de-recherches>
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/production-deelectricite>
[htmlhttps://www.facebook.com/groups/collectif07stopaugazdeschiste/](https://www.facebook.com/groups/collectif07stopaugazdeschiste/)
https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/iran-l-embargo-americain-entre-en-vigueur_2885871.html
<https://www.futura-sciences.com/planete/actualites/developpement-durable-mer-rouge-viendra-secours-mer-morte-50916/>
<https://www.futura-sciences.com/sciences/personnalites/astronomie-galilee-220/>
<http://www.koreus.com/vidéo/aurelien-barrau-ecologie-fin-monde.html>
<http://www.larecherche.fr/content/actualite-terre/article?id=29656>
https://www.lepoint.fr/editos-du-point/anne-jeanblanc/les-mefaits-de-la-pollution-atmospherique-et-sonore-sur-le-coeur-30-08-2019-2332522_57.php
https://www.liberation.fr/evenement/1997/11/17/1940-1944-une-zone-d-ombre-jamais-eclaircie_219944
https://www.liberation.fr/france/2005/09/10/le-mpf-asile-de-l-extreme-droite_531918
<https://www.nouvelobs.com/politique/20181004.OBS3399/l-avertissement-de-collomb-la-loi-du-plus-fort-a-pris-la-place-de-la-republique.html>
<http://www.oism.org/pproject/s33p36.htm>
https://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1918_num_27_148_4071
<https://www.rtl.fr/actu/clement-meric-la-video-de-l-agression-a-parle-7762597802>
<https://www.vie-publique.fr/>

Postface

Non vous n'êtes pas un Réac !

Assumons nos convictions, sans nous laisser intimider par les pressions de toutes sortes. Face à la police de la pensée qui sévit dans de nombreux milieux, vous vous êtes parfois senti complètement à côté de la plaque. Ce qui me semblait n'être que du bon sens était qualifié de «réac», vos opinions sincères étaient qualifiées de nauséabondes...

Moi aussi. J'ai vite compris que si je «l'ouvrais», je serai immédiatement traité de «réac», de «facho», et j'ai, dans un premier temps, appris à «la fermer».

Aujourd'hui, cette police de la pensée est omniprésente, soutenue par de trop nombreux collaborateurs, et elle va trop loin. Le moindre analphabète qui n'y connaît rien au sujet dont vous parlez va vous faire la morale en ressortant la doxa à la mode bien-pensante. S'il était encore là, le Capitaine Gérard Delas me dirait sans doute : «si tu la fermes, tu es un salaud». En effet, c'est en ne se rebiffant pas contre l'inadmissible qu'on arrive à la situation actuelle : des «Vérités» premières, révélées par on ne sait qui, et dont la simple mise en doute est déjà présentée comme un délit. Se taire, c'est accepter que la situation s'aggrave, et qu'on glisse petit-à-petit vers un extrémisme digne de Staline et Pol-Pot.

Alors je l'ouvre. Non pour agresser quiconque, mais pour rassurer, vous tous qui vous demandez si, vraiment, vous ne seriez pas un «réac», un climatosceptique», un «ultralibéral», ou tout autre qualificatif dégradant, repoussoir destiné à vous maintenir dans la «Vérité».